

# SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

## S.A.G.E LACS MEDOCAINS



Qualité de l'eau

Gestion quantitative

Etat biologique

Entretien et préservation des milieux

Activités et loisirs liés à l'eau

Mise en œuvre du SAGE



Approuvé par arrêté préfectoral le 25 octobre 2007



Arès - Brach - Carcans - Hourtin - Lacanau - Lanton - Le Porge - Lège-Cap Ferret  
Le Temple - St Laurent Médoc - Ste Hélène - Salaunes - Saumos.

- ✓ Approuvé par la CLE - 11 juillet 2006.
- ✓ Avis des Collectivités et Chambres Consulaires - 25 août au 25 octobre 2006.
- ✓ Approuvé par le Comité de Bassin Adour-Garonne - 8 décembre 2006.
- ✓ Avis du Préfet sur l'Evaluation Environnementale - 5 avril 2007.
- ✓ Mis à disposition du public - 15 mai au 16 juillet 2007.
- ✓ Adoption finale par la CLE - 13 septembre 2007.
- ✓ Approuvé par arrêté préfectoral – 25 octobre 2007

## SOMMAIRE

▪ 1. Présentation générale.....	6
▪ 2. Les enjeux, les objectifs et les mesures.....	9
▪ Enjeu A : Préserver voire améliorer la qualité de l'eau.....	10
▪ Enjeu B : Assurer une gestion quantitative satisfaisante pour les milieux et les usages.....	27
▪ Enjeu C : Etat biologique : réguler les espèces invasives et préserver les espèces patrimoniales.....	36
▪ Enjeu D : Entretenir et préserver les milieux.....	47
▪ Enjeu E : Activités et loisirs liés à l'eau.....	57
▪ Enjeu F : Mise en œuvre du SAGE.....	60
▪ 3. Hiérarchisation des mesures en fonction de leur priorité de démarrage.....	65
▪ 4. Calendrier prévisionnel de réalisation des mesures.....	68
▪ 5. Evaluation économique des mesures du SAGE.....	70
▪ 6. Cohérence du SAGE Lacs Médocains avec les schémas de planification.....	71
▪ 7. Cohérence du SAGE Lacs Médocains avec les autres SAGES.....	77
▪ 8. Annexe.....	78
▪ 9. Glossaire.....	79

### **ENJEU A : PRESERVER VOIRE AMELIORER LA QUALITE DE L'EAU**

#### **Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.**

Mesure A 1 : Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore).	12
Mesure A 2 : Limiter les flux de phosphore d'origine anthropique. ....	13
Mesure A 3 : Limiter les flux azotés d'origine anthropique. ....	14
Mesure A 4 : Limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires. ....	15
Mesure A 5 : Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires.....	16
Mesure A 6 : Recommander et inciter le remplacement des herbicides utilisés dans des zones sensibles par des traitements alternatifs (thermique, mécanique).....	17
Mesure A 7 : Préserver et reconquérir les zones humides car elles jouent un rôle d'épurateur biologique et chimique.....	18
Mesure A 8 : Limiter au maximum les apports d'hydrocarbures vers les lacs. ....	19
Mesure A 9 : Intégrer le bassin versant des lacs médocains dans un réseau de suivi de la qualité des eaux. ....	20

**Objectif 2 : Maintenir la bonne qualité chimique et bactériologique existante du canal de Lège au vu de son exutoire le Bassin d'Arcachon.**

Mesure A 10 : Maîtriser la qualité des rejets d'eaux de ruissellements superficiels dans le canal de Lège. ....	21
Mesure A 11 : Contrôler les flux polluants pouvant transiter dans le canal avant sa sortie vers le Bassin d'Arcachon. ....	22

**Objectif 3 : Améliorer la qualité sanitaire des baignades.**

Mesure A 12 : Mettre en place un programme d'action d'amélioration de la qualité sanitaire des baignades. ....	23
Mesure A 13 : Améliorer la gestion des eaux pluviales (lessivage de bactéries, d'hydrocarbures et de métaux lourds). ....	24
Mesure A 14 : Maintenir la vigilance sur les Cyanobactéries. ....	25
Mesure A 15 : Former les Maîtres Nageurs Sauveteurs à la communication sur la qualité des eaux de baignade	26
Mesure A 16 : Informer le public sur la qualité sanitaire des baignades. ....	26

**ENJEU B : ASSURER UNE GESTION QUANTITATIVE SATISFAISANTE POUR LES MILIEUX ET LES USAGES****Objectif 1 : Favoriser une gestion équilibrée des flux d'eau en fonction des usages et des milieux**

Mesure B 1 : Maintenir un niveau des lacs permettant la protection des milieux et l'expression des usages en définissant un mode de gestion adapté. ....	28
Mesure B 2 : Avoir une bonne gestion des écoulements dans le canal du Porge-Lège. ....	29
Mesure B 3 : Reconquérir les zones humides. ....	30
Mesure B 4 : Porter à connaissance de la CLE - Le SAGE demande aux collectivités locales, territoriales, aux services de l'Etat et ses établissements publics, d'informer et de porter à connaissance tout projet impactant sur la gestion quantitative (volume) et/ou hydraulique (sens d'écoulement) des milieux aquatiques. ....	31
Mesure B 5 : Toute mesure doit être prise pour limiter la vitesse d'arrivée d'eau au niveau des lacs médocains et dans les canaux. ....	32

**Objectif 2 : Améliorer la connaissance et le fonctionnement des hydrosystèmes.**

Mesure B 6 : Réaliser une étude hydrogéologique de la nappe plio-quaternaire. ....	33
Mesure B 7 : Améliorer la connaissance du fonctionnement des lacs et de leurs bassins versants. ....	34
Mesure B 8 : Equiper le canal des étangs et le canal du Porge de station de mesures de débits. ....	35

**ENJEU C : ETAT BIOLOGIQUE : REGULER LES ESPECES INVASIVES ET PRESERVER LES ESPECES PATRIMONIALES.****Objectif 1 : Protéger le bassin versant contre l'extension des espèces animales et végétales exotiques et invasives.**

Mesure C 1 : Créer un comité de pilotage pour lutter contre les espèces végétales invasives. ....	37
Mesure C 2 : Protéger la Réserve Naturelle du Cousseau contre les plantes invasives. ....	38
Mesure C 3 : Lutter contre la prolifération des plantes invasives. ....	39
Mesure C 4 : Inciter les communes et les particuliers, lors des différents aménagements paysagers, à ne pas introduire d'espèces exogènes qui pourraient entrer en concurrence avec les espèces naturellement présentes dans les milieux humides et aquatiques. ....	40
Mesure C 5 : Lutter contre les espèces animales invasives. ....	41

**Objectif 2 : Restauration de la population anguille et préservation de la faune piscicole.**

Mesure C 6 : Classer le canal des étangs et le canal du Porge, au titre de l'article L 432.6 du Code de l'environnement, comme axe prioritaire pour la restauration de l'espèce migratrice anguille. ....	42
Mesure C 7 : Réhabiliter l'axe migrateur ainsi que la libre circulation des poissons dans les marais interconnectés aux lacs et aux canaux. ....	43
Mesure C 8 : Préserver les frayères. ....	44
Mesure C 9 : Lutter contre le braconnage des civelles. ....	45

**Objectif 3 : Préserver les espèces faunistiques et floristiques en protégeant leurs habitats.**

Mesure C 10 : Protéger les habitats sensibles.....	46
--	----

**ENJEU D : ENTRETENIR ET PRESERVER LES MILIEUX****Objectif 1 : Avoir une gestion cohérente sur l'ensemble du bassin versant.**

Mesure D 1 : Elargir le territoire d'intervention du SIAEBVELG à 3 communes du bassin versant non adhérentes actuellement. ....	48
Mesure D 2 : Créer un poste de technicien rivière au sein du SIAEBVELG dont le rôle sera d'organiser l'entretien du réseau hydrographique du bassin versant.....	48
Mesure D 3 : Réaliser une étude "diagnostic hydraulique" du bassin versant. ....	49
Mesure D 4 : Formaliser des règles de restauration et d'entretien des crastes et des canaux. ....	50
Mesure D 5 : Sensibiliser, à leur obligation, les propriétaires riverains sur le nettoyage de leurs fossés. ....	50

**Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.**

Mesure D 6 : Etudier la faisabilité et les potentialités d'un bassin dessableur en lieu et place d'une excavation artificielle au lieu dit Lartigot à Lège Cap-Ferret. ....	51
Mesure D 7 : Maintenir et restaurer la ripisylve des crastes et des canaux.....	52
Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes (conformément à la carte annexée).....	53
Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes. ....	54
Mesure D 10 : Définir et mettre en oeuvre un plan de gestion des rives et des marais associés. ....	55
Mesure D 11 : Coordonner la gestion de la réserve naturelle du Cousseau et les actions SIAEBVELG. ....	56

**ENJEU E : ACTIVITES ET LOISIRS LIES A L'EAU****Objectif 1 : Préserver la qualité des eaux des lacs.**

Mesure E 1 : Limiter et contrôler la fréquentation des bateaux à moteur sur les lacs, réglementer les bateaux habitables. ....	57
Mesure E 2 : Privilégier les moteurs de bateaux moins polluants.....	58

**Objectif 2 : Préserver les zones humides du territoire.**

Mesure E 3 : Sensibiliser les plaisanciers au respect des rives des lacs, leur rappeler la réglementation.....	58
Mesure E 4 : Evaluer les impacts des sports et loisirs motorisés et des sports de nature, informer et associer la CLE à ces projets. ....	59

**ENJEU F : MISE EN ŒUVRE DU SAGE**

Mesure F 1 : Mettre en place une structure d'animation pour la mise en œuvre du SAGE.....	60
Mesure F 2 : Réviser le SAGE .....	61
Mesure F 3 : Diffuser l'information sur les mesures du SAGE.....	62
Mesure F 4 : Evaluer la mise en œuvre du SAGE au travers d'un tableau de bord. ....	63
Mesure F 5 : La CLE se penchera sur l'opportunité de mettre en place un contrat de lac.....	64

---

# 1. PRESENTATION GENERALE

## **La démarche du SAGE**

Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ou S.A.G.E est un projet commun ayant pour objectif de préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques associés. Ce guide réglementaire permet d'anticiper une gestion équilibrée au regard des évolutions des activités.

Il est défini par la Loi sur l'eau de 1992 et ses décrets d'application.

Un SAGE s'applique sur un périmètre défini et est élaboré par une assemblée délibérante appelée Commission Locale de l'Eau.

Un SAGE est une procédure d'élaboration composée de 3 phases : 1- phase préliminaire, 2- phase d'élaboration et 3-phase de mise en œuvre.

## **Le périmètre**

Le périmètre d'un SAGE doit présenter une cohérence hydrographique.

Le périmètre du SAGE Lacs Médocains, défini par l'arrêté préfectoral du 30 mai 2001, représente un territoire de 1000 km<sup>2</sup> regroupant partiellement ou totalement 13 communes : Carcans, Hourtin, Lacanau, St Laurent, Ste Hélène, Le Porge, Brach, Salaunes, Saumos, Arès, Lège-Cap Ferret, Lanton, Le Temple.

Le périmètre du SAGE ou bassin versant des lacs médocains est constitué des milieux aquatiques suivant :

- deux lacs d'eau douce,
- un réseau de 500 km de crastes majeures, tributaires des lacs,
- le canal des étangs et le canal du Porge-Lège,
- la nappe plio-quaternaire.

## **La Commission Locale de l'Eau**

La Commission Locale de l'Eau ou CLE constitue le noyau opérationnel qui a pour mission d'élaborer l'ensemble du SAGE dans la phase d'élaboration mais aussi dans la phase de suivi et de mise en œuvre.

La CLE des Lacs Médocains, défini par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002, est composée de 40 membres.

En fonction des sujets étudiés, la CLE s'entoure d'experts : techniciens, ingénieurs, directeurs techniques.

---

## **Financement du SAGE**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Eaux du Bassin Versant des Etangs du Littoral Girondin (SIAEBVELG) associé à 4 autres communes du bassin versant. L'ensemble de ces communes participe selon une clé de répartition basée sur la surface des communes et la population.

L'élaboration d'un SAGE est financée sur différents volets : animation du SAGE, communication et études complémentaires.

Les partenaires financiers sont : l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, le Conseil Général de la Gironde, le Conseil Régional d'Aquitaine et la DIREN.

## **La portée juridique des SAGE**

Le SAGE approuvé par arrêté préfectoral est un document opposable à l'administration (Etat, collectivités locales et établissements publics).

Les décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives et applicables dans le périmètre qu'il définit doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ce schéma. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions du schéma (article L212-6 du Code de l'Environnement).

Le SAGE n'est donc pas opposable aux tiers directement mais seulement via les décisions de l'administration. Les recommandations formulées dans le SAGE doivent être prises en compte lors de l'émission d'avis et de décisions administratives.

Depuis avril 2004, les documents d'urbanisme (SCOT et PLU) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les orientations générales du SAGE.

Le projet de nouvelle loi sur l'eau pourrait renforcer la portée juridique du SAGE le rendant opposable aux tiers.

## **Le déroulement du SAGE lacs Médocains**

Suite à une étude préliminaire définissant, le SAGE, comme l'outil le plus approprié pour la pérennité du bassin versant des lacs médocains, le périmètre du SAGE a été validé par arrêté préfectoral le 30 mai 2001.

La composition de la CLE a été arrêtée le 15 novembre 2002.

La réunion de mise en place de la CLE s'est tenue le 3 décembre 2002, au cours de laquelle a été élu son président, Monsieur Henri SABAROT, président du SIAEBVELG.

La CLE de février 2003 a défini le règlement intérieur et a organisé les 5 commissions thématiques : qualité, gestion quantité, entretien des milieux, état biologique et usages.

Ces commissions thématiques qui sont des lieux d'échange et de réflexion, ont été organisées afin d'échanger et de préparer les documents

L'année 2003 a été consacrée au recensement des données du territoire en vue d'élaborer l'Etat des Lieux des milieux et des usages. L'Etat des Lieux a été validé en séance plénière de la CLE le 16 décembre 2004.

A partir de mai 2004, la CLE a travaillé sur le Diagnostic du territoire, qui a été validé le 27 janvier 2005.

---

A partir de février 2005, la CLE a travaillé sur la phase Tendances et Scénarios, qui a été validée le 16 décembre 2005.

Au 1er semestre 2006, des réunions de travail sous forme de commissions thématiques et d'une séance rédactionnelle ont permis d'élaborer le projet de SAGE avec ses mesures.

### **Les études complémentaires au SAGE**

Tout au long de l'élaboration du SAGE, la CLE a souhaité mener des études complémentaires :






- ☐ Etude de la qualité des eaux superficielles - territoire du SAGE des Lacs Médocains – année 2004 (Asconit Consultants – Toulouse).
- ☐ Etude de la qualité des sédiments des lacs médocains – année 2005 (Asconit Consultants – Toulouse).
- ☐ Etude des Zones Vertes – année 2004 (GEREA – Martillac).
- ☐ Etude bathymétrique du lac de Carcans-Hourtin – juin 2005 (Université Bordeaux 1-UMR 5805 – EPOC).

### **Rappel important**

Il est rappelé que le SAGE Lacs Médocains ne traite pas de l'usage "eau potable". L'eau utilisée pour la production d'eau potable, alimentant les communes du bassin versant, est prélevée dans les nappes souterraines profondes (Oligocène et Eocène) qui sont concernées par le SAGE Nappes Profondes de Gironde.

### **Typologie des mesures**

Les mesures sont déclinées en 5 types :

	Information, formation, sensibilisation.
	Programme d'action, préconisation, guide de bonne conduite.
	Fédération, coordination, comité de pilotage.
	Acquisition de connaissance par des études techniques et scientifiques, réseaux de mesures.
	Action, aménagement.

---

## **2. LES ENJEUX, LES OBJECTIFS ET LES MESURES**

## ENJEU A :

### PRESERVER VOIRE AMELIORER LA QUALITE DE L'EAU

## ETAT DE LIEUX ET DIAGNOSTIC

### Contexte général

L'étude générale de la qualité des eaux menée en 2004 a permis de donner des éléments pour prendre des préconisations sur cet enjeu qualitatif.

L'état des lieux et le diagnostic du bassin versant des lacs médocains ont mis en évidence :

#### ❑ Fragilité des lacs médocains

Les lacs médocains ne sont intégrés dans aucun réseau de suivi de la qualité des eaux. Des études antérieures et un bilan de l'année 2004 montrent que ces lacs sont des milieux sensibles. Le lac de Carcans-Hourtin présente un caractère **eutrophe** et celui de Lacanau **mésotrophe**.

Ces lacs sont naturellement caractérisés par leurs faibles profondeurs et par leurs très faibles transparences.

**Le phosphore** (élément favorisant l'eutrophisation) est présent à un taux qui confère aux lacs une classe de **qualité passable**.

**Les sédiments** du lac de Lacanau présentent des teneurs en **hydrocarbures** non négligeables.

#### ❑ Qualité des crastes

De manière générale, les crastes sont de bonnes qualités. Les crastes drainant des zones forestières présentent une meilleure qualité que celles drainant des zones agricoles.

Ponctuellement, on peut trouver, au niveau des crastes drainant des zones agricoles, **des nitrates** (Caillava et Lupian à Hourtin) et des **produits phytosanitaires** (Caillava à Hourtin et Lambrusse à Carcans).

#### ❑ Qualité du canal des étangs

Le canal des étangs, de bonne qualité, voit parfois sa qualité diminuer à cause des matières en suspension. Ceci peut s'expliquer par la stagnation estivale des eaux dans le canal.

#### ❑ Qualité du canal du Porge – Lège

Le canal du Porge (entre Batejin et Pas du Bouc) est de bonne qualité.

Le point le plus en aval du canal de Lège présente des coliformes (qualité passable). C'est un paramètre important à surveiller par rapport aux activités du Bassin d'Arcachon.

### **☐ Qualité de la nappe Plio-Quaternaire**

La nappe Plio-Quaternaire a une bonne qualité générale. Elle est naturellement acide.

### **☐ Les objectifs de la Directive Cadre Eau pour les lacs**

La Directive Cadre Européenne demande d'atteindre un bon état d'ici 2015 (9 ans).

Une évaluation (suite à un état des lieux de la qualité physico-chimique et biologique) a montré un risque fort de non atteinte du bon état (RNABE) en 2015.

## **☺ LES ATOUTS**

---

- Bonne qualité générale du bassin versant, sur la plupart des paramètres.
- Absence de pollution majeure.

## **☹ LES FAIBLESSES ET ACTIVITES POTENTIELLEMENT IMPACTANTES**

---

- Eutrophisation avancée des lacs.
- Forte turbidité naturelle des lacs.
- Absence de suivi régulier de la qualité des eaux.
- Forte fréquentation touristique.
- Présence d'une agriculture intensive essentiellement localisée en amont du bassin versant du lac de Carcans-Hourtin.

## LES OBJECTIFS ET LES MESURES



**Mesure A 1 : Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore).**

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

### Contexte

Le phosphore est un paramètre important car il décline la qualité des lacs. Le phosphore participe à l'eutrophisation des lacs, il profite au développement du phytoplancton, des cyanobactéries et des plantes invasives.

Les sources de phosphore n'ont pas été clairement quantifiées en fonction des usages.

Les lacs médocains sont définis par la Directive Européenne "Eaux résiduelles urbaines" comme des zones sensibles à l'eutrophisation. Arrêté du 23 nov 1994.

L'azote, autre élément fertilisant, est un paramètre déclassant pour certaines crastes (étude 2004).

### Description de la mesure

⇒ Une étude sur le phosphore et l'azote sera menée afin d'identifier les sources de ces éléments :

- Apports par les tributaires suite aux activités sylvicoles, agricoles, domestiques ou autres ?
- Auto-production des lacs (cycle naturel du phosphore) ?
- Evaluer les capacités des différents milieux en fonction du phosphore et de l'azote (crastes, lacs, Bassin d'Arcachon).

L'étude définira des priorités d'actions et précisera les actions à entreprendre.

### Principaux acteurs concernés

- SIAEBVELG
- Agence de l'eau, Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional, DIREN.



## Mesure A 2 : Limiter les flux de phosphore d'origine anthropique.

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

### Contexte

Cette mesure fait suite à la mesure A1.

En application de la Directive Européenne sur les "Eaux Résiduaires Urbaines", le traitement du phosphore n'est pas obligatoire pour les stations d'épuration rejetant hors du bassin versant des lacs, classés en zone sensible à l'eutrophisation.

### Description de la mesure

En vertu des principes de précautions et en attente des conclusions de l'étude, l'ensemble des acteurs doit s'attacher à réduire les rejets de phosphore :

⇒ Utilisation raisonnée de produits phosphorés dans le cadre de la fertilisation du sol. (cf mesure A5). Mieux adapter les apports. Limiter les rejets.

⇒ Mise en conformité des systèmes d'assainissement :

- ↳ Les communes doivent s'assurer de la conformité des systèmes d'assainissement collectif et non collectif (dimensionnement, qualité du rejet, appareils de contrôle).
- ↳ Vérifier la cohérence des rejets d'assainissement avec les objectifs à atteindre.
- ↳ Sensibiliser les particuliers à l'impact de leur rejet dans le milieu.
- ↳ Le SAGE doit rester vigilant sur la capacité d'urbanisation du bassin versant.

⇒ Aménager le territoire pour limiter la migration du phosphore dans les lacs.

### Principaux acteurs concernés

- Chambre d'agriculture, agriculteurs locaux, sylviculteurs
- Communes, intercommunalité et syndicats.
- DDASS, Agence de l'eau
- DDAF (Police de l'eau)

**Lien avec la mesure A1 "Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore)"**

**Lien avec la mesure A4 " Il est recommandé de limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires."**

**Lien avec la mesure A5 " Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires."**



### Mesure A 3 : Limiter les flux azotés d'origine anthropique.

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

#### Contexte

L'azote, élément fertilisant, est présent dans les sédiments des lacs. Il ne peut être relargué dans la colonne d'eau que par des modifications exceptionnelles d'oxygénation.

L'étude qualité 2004 a montré la présence de nitrates dans les crastes de Caillava et Lupian lors des premières pluies d'octobre.

#### Description de la mesure

⇒ Utilisation raisonnée de produits azotés dans le cadre de la fertilisation du sol. (cf mesure A5). Mieux adapter les apports. Limiter les rejets.

⇒ Mise en conformité des systèmes d'assainissement.

#### Principaux acteurs concernés

- Chambre d'Agriculture
- Communes
- DDASS
- Agence de l'Eau
- DDAF (Police de l'eau)

**Lien avec la mesure A1** "Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore)"

**Lien avec la mesure A4** " Il est recommandé de limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires."

**Lien avec la mesure A5** " Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires."



**Mesure A 4 : Limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires.**

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

### **Contexte**

---

Les installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) sont soumis d'après la Loi sur l'eau à déclaration ou autorisation en fonction de leurs impacts sur le milieu.

Certains IOTA sont soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

### **Description de la mesure**

---

Le SAGE demande aux autorités administratives de prendre en compte l'état actuel d'eutrophisation avancée des lacs, dans la délivrance de nouvelles déclaration ou autorisation pour l'implantation de nouvelles activités, installation, travaux, ouvrages susceptibles d'apporter des flux de phosphore et d'azote supplémentaires.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Services de l'Etat
- DDAF (Police de l'eau)
- Communes
- Porteurs de projet

***Lien avec mesure A2 "Limiter les flux de phosphore d'origine anthropique".***

***Lien avec la mesure A3 " Limiter les flux azotés d'origine anthropique"***

**Mesure A 5 : Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires.**

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

---

**Contexte**

Les produits phytosanitaires et les fertilisants sont utilisés par les exploitants agricoles mais aussi par les communes et les particuliers.

Depuis 2002, le monde agricole s'est engagé avec les Chambres d'agriculture / GRCETA-SFA dans l'amélioration des pratiques liées à l'usage des produits phytosanitaires. Action mise en place : optimisation des performances techniques des pulvérisateurs utilisés, programme de fertilisation et de protection raisonnée des cultures.

La filière sylvicole en réponse à la mondialisation de l'économie forestière a mis en place au travers du PEFC AQUITAINE (Programme Européen des Forêts Certifiées ) des critères de gestion durable notamment sur l'usage des produits agro-pharmaceutiques (fertilisants, phytocides, insecticides ).

Exemple des programmes criTERRES en agriculture et de l'Eco-certification européenne en sylviculture.

---

**Description de la mesure**

⇒ Communiquer auprès des agriculteurs, des sylviculteurs, des communes, des particuliers etc..., pour encourager à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires, à travers :

- > la création de plaquette d'information adaptée à chaque usager,
- > l'organisation de réunions publiques.

---

**Principaux acteurs concernés**

- Agriculteurs, sylviculteurs,
- Communes,
- DDE, Conseil Général de la Gironde (route)
- Particuliers
- Entreprises d'entretien d'espaces verts (locales).



**Mesure A 6 : Recommander et inciter le remplacement des herbicides utilisés dans des zones sensibles par des traitements alternatifs (thermique, mécanique).**

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

### **Contexte**

---

Les zones sensibles sont constituées par les zones vertes et par les espaces les jouxtant immédiatement.

Le désherbage est pratiqué parfois dans des zones sensibles. Le désherbage chimique des bords de routes, des espaces verts en bordures des lacs et des pentes aux alouettes dans les marais sont pratiqués par les collectivités, la DDE et les usagers.

Le désherbage chimique peut s'avérer être une pratique nuisible pour la qualité des eaux et destructrice d'espèces protégées.

Le désherbage thermique doit être adapté à la réglementation de la protection de la forêt contre l'incendie.

### **Description de la mesure**

---

Le désherbage chimique peut être remplacé par des méthodes alternatives non polluantes : fauche, désherbage mécanique, désherbage thermique.

Actions de sensibilisation auprès des communes, de la DDE, des associations de chasse et des particuliers.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Communes, DDE.
- Fédération de Chasse, ACCA.



**Mesure A 7 : Préserver et reconquérir les zones humides car elles jouent un rôle d'épurateur biologique et chimique.**

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

---

### **Contexte**

Les différentes zones humides du bassin versant ont un intérêt majeur dans le captage et l'épuration des nutriments.

---

### **Description de la mesure**

Cf Mesure D8 "Le SAGE délimite les zones vertes (conformément à la carte annexée)".

---

### **Principaux acteurs concernés**

- Communes, Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional
- DIREN, Réserve du Cousseau, SEPANSO
- ONF, Conservatoire du Littoral
- Fédération de Chasse, Associations de chasse
- Sylviculteurs
- Usagers

***Lien avec la mesure D7 "Maintenir et restaurer la ripisylve des crastes et des canaux"***



### Mesure A 8 : Limiter au maximum les apports d'hydrocarbures vers les lacs.

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

#### Contexte

---

Des hydrocarbures sont présents dans les sédiments du lac de Lacanau et dans une moindre mesure dans le lac de Carcans-Hourtin.

Leur origine n'a pas été identifiée : activité militaire passée (hydravion 1940), activités nautiques motorisées ou lessivage des zones imperméabilisées.

#### Description de la mesure

---

Limiter les apports d'hydrocarbures en intervenant sur leurs sources actuelles :

- ⇒ Améliorer la connaissance : dater les hydrocarbures par un carottage.
- ⇒ Améliorer la gestion des eaux pluviales aux abords des lacs (cf mesure A 12).
- ⇒ Limiter le nombre de bateaux moteurs (cf mesure E 1).

#### Principaux acteurs concernés

---

- Communes

*Lien avec la mesure E2 "Privilégier les moteurs de bateaux moins polluants".*



### **Mesure A 9 : Intégrer le bassin versant des lacs médocains dans un réseau de suivi de la qualité des eaux.**

⇒ Objectif 1 : Atteindre un bon état en 2015.

#### **Contexte**

---

Hormis la mise en place depuis 2005 d'un point de mesure au Canal du Porge – Pont Guilhem dans le cadre du Réseau Complémentaire Départemental 33 de suivi de la qualité des eaux superficielles, le bassin versant des lacs médocains ne fait parti d'aucun réseau de suivi de qualité.

Seules diverses études ponctuelles ont été réalisées sur la qualité de l'eau.

#### **Description de la mesure**

---

Le suivi annuel et saisonnier de la qualité du bassin versant doit comporter au minimum les points d'analyse suivants :

⇒ Suivi régulier de la colonne d'eau :

- 2 points lacs : 1 Lacanau et 1 Carcans-Hourtin.
- 2 points crastes : 1 zone agricole et 1 zone forestière.
- 1 point exutoire : canal de Lège.

⇒ Suivi ponctuel des sédiments des lacs : hydrocarbures, métaux lourds, azote, phosphore.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- Agence de l'Eau
- Conseil Général de la Gironde
- SIBA



### **Mesure A 10 : Maîtriser la qualité des rejets d'eaux de ruissellements superficiels dans le canal de Lège.**

⇒ Objectif 2 : Maintenir la bonne qualité chimique et bactériologique existante du canal de Lège au vu de son exutoire : le Bassin d'Arcachon.

#### **Contexte**

---

Le Bassin d'Arcachon, exutoire du canal du Porge-Lège, abrite différentes activités telles la conchyliculture, la baignade et la pêche qui ont des exigences sanitaires.

#### **Description de la mesure**

---

⇒ Réduire au maximum les éléments bactériens pouvant nuire aux baignades et aux activités conchyliques.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- Communes
- SIBA

*Lien avec la mesure A 13 " Améliorer la gestion des eaux pluviales (lessivage de bactéries, d'hydrocarbures et de métaux lourds)".*



**Mesure A 11 : Contrôler les flux polluants pouvant transiter dans le canal avant sa sortie vers le Bassin d'Arcachon.**

⇒ Objectif 2 : Maintenir la bonne qualité chimique et bactériologique existante du canal de Lège au vu de son exutoire : le Bassin d'Arcachon.

### **Contexte**

---

Le canal de Lège, avant de se jeter dans le Bassin d'Arcachon, présente de manière générale une bonne voire une très bonne qualité par rapport aux paramètres mesurés en 2004.

Le Bassin d'Arcachon est un milieu sensible ne pouvant supporter des apports de fertilisants, de phytosanitaires et de métaux lourds.

### **Description de la mesure**

---

Cf mesure A 9 sur le suivi de la qualité des eaux.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Communes, SIAEBVELG
- SIBA

**Mesure A 12 : Mettre en place un programme d'action d'amélioration de la qualité sanitaire des baignades.**

⇒ Objectif 3 : Améliorer la qualité sanitaire des baignades

---

**Contexte**

Les baignades de Maubuisson, Place de la Concorde et Le Moutchic sont souvent classées en qualité "MOYENNE" et occasionnellement celle de Piqueyrot. Mais il faut préciser que les analyses sanitaires sont plutôt favorables car les valeurs restent proches de la classe "BONNE". La nouvelle directive européenne sur les eaux de baignade votée le 15 février 2006 sera effective en 2015.

---

**Description de la mesure**

Programme d'action :

- ⇒ Equiper les plages de sanitaires publics pour éviter l'auto-contamination des baignades.
- ⇒ Informer et sensibiliser le public à la propreté sanitaire des baignades.
- ⇒ Veiller à adapter la fréquentation à la capacité du milieu (auto-épuration).
- ⇒ Maîtriser la fréquentation pour éviter la sur-fréquentation.
- ⇒ Privilégier un renouvellement important des eaux (marnage).
- ⇒ Etre pertinent dans le choix géographique d'éventuelles baignades (zones profondes).
- ⇒ Vérifier et diagnostiquer les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées à proximité des baignades (cf mesure A13).

---

**Principaux acteurs concernés**

- Communes
- DDASS



### Mesure A 13 : Améliorer la gestion des eaux pluviales (lessivage de bactéries, d'hydrocarbures et de métaux lourds).

⇒ Objectif 3 : Améliorer la qualité sanitaire des baignades

#### Contexte

Les eaux pluviales, en lessivant les zones urbanisées, se chargent et transportent des bactéries et des hydrocarbures.

De manière générale, la gestion des eaux pluviales dans les zones urbanisées est prise en compte mais doit être améliorée. Les eaux pluviales sont collectées par des avaloirs ou des fossés puis centralisées vers des puisards. Ces puisards sont souvent sous dimensionnés ou mal entretenus.

#### Description de la mesure

La gestion des eaux pluviales peut être améliorée par les actions suivantes :

- ⇒ Favoriser l'infiltration des eaux pluviales le plus en amont possible.
- ⇒ Pas de rejets directs d'eaux de ruissellement des zones imperméabilisées vers les plans d'eau.
- ⇒ Prise en compte plus importante de la gestion des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme.
- ⇒ Maintenance plus régulière des équipements "eaux pluviales" existants (ex : entretien des puisards).
- ⇒ Expertise technique nécessaire sur des dysfonctionnements constatés (rejets directs, stagnation ou évacuation insuffisante).

#### Principaux acteurs concernés

- Communes
- Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional
- Agence de l'eau
- DDAF (Police de l'Eau)

**Mesure A 14 : Maintenir la vigilance sur les Cyanobactéries.**

⇒ Objectif 3 : Améliorer la qualité sanitaire des baignades

---

**Contexte**

Le lac de Carcans-Hourtin présente une abondance de Cyanobactéries où elles représentent 80% du peuplement phytoplanctonique. Le lac de Lacanau présente 50% de chromophytes majoritairement représentées par des diatomées.

L'été 2005, le lac de Carcans-Hourtin a présenté un taux important de Cyanobactéries sans mise en évidence de toxine.

---

**Description de la mesure**

La surveillance des cyanobactéries, de leur développement et de leur émission éventuelle de toxines peut être conduite par les actions suivantes :



⇒ Le suivi des cyanobactéries (dénombrement des cyanobactéries et dosage des toxines) s'effectue selon le protocole de la DDASS. A titre d'exemple en 2006 : il est prévu 1 prélèvement en juin, 2 en juillet et 2 en août.

⇒ Le SAGE se référera aux évolutions réglementaires concernant les cyanobactéries et sur l'avancée scientifique en matière de recherche sur le fonctionnement de ces micro-organismes.

---

**Principaux acteurs concernés**

- Communes
- DDASS

	<b>Mesure A 15 : Former les Maîtres Nageurs Sauveteurs à la communication sur la qualité des eaux de baignade.</b>
	<b>Mesure 16 : Informer le public sur la qualité sanitaire des baignades.</b>

⇒ Objectif 3 : Améliorer la qualité sanitaire des baignades

### **Contexte**

---

Les Maîtres Nageurs Sauveteurs ne sont pas formés pour répondre aux questions du public mais ils sont tenus d'afficher (par obligation des communes) des résultats d'analyses.

Des panneaux d'affichages, positionnés aux postes de secours, présentent des résultats synthétiques et des valeurs brutes d'analyses. Ils ne sont pas adaptés à la lecture du public.

### **Description de la mesure**

---

⇒ Les Maîtres Nageurs Sauveteurs devront être formés sur l'ensemble des questions sanitaires spécifiques aux lacs afin de mieux répondre au public : analyse bactériologique réglementaire, recherche complémentaire de cyanobactéries, turbidité de l'eau et dépôt de mousse blanche.

⇒ Un guide pédagogique sera élaboré et une réunion de formation sera organisée avant chaque été.

⇒ Information du public par des panneaux affichages aux postes de secours. Les rapports d'analyse devront être présentés pédagogiquement pour la compréhension du public.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Communes
- DDASS

**ENJEU B :**

**ASSURER UNE GESTION QUANTITATIVE SATISFAISANTE  
POUR LES MILIEUX ET LES USAGES**

---

**ETAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC**

---

**Contexte général**

---

La gestion quantitative du bassin versant concerne la gestion hydraulique, la gestion des niveaux des lacs, les capacités des ressources superficielle et souterraine ainsi que les prélèvements dans ces ressources.

Le bassin versant est constitué des milieux aquatiques et des ouvrages de régulation suivants :

- Deux lacs d'eau douce : Lacanau (20 km<sup>2</sup>) et Carcans-Hourtin (62 km<sup>2</sup>).
- Deux canaux de jonctions : canal des étangs (7,5 km) et le canal du Porge – Lège (18,5 km).
- Un réseau hydrographique dense dessiné par l'Homme dans le but originel d'assainir la lande médocaine. 500 km sont entretenus par le SIAEBVELG. La craste de l'Eyron comporte une douzaine de seuils.
- La chaîne des petits étangs et des marais intercalaires et leurs écluses.
- Des ouvrages de régulation : 2 écluses régulant les lacs, 3 écluses régulant le débit du canal du Porge – Lège.

---

 **LES ATOUTS**

---

- Possibilité de réguler les niveaux des lacs (dans certaines limites).

---

 **LES FAIBLESSES**

---

- Forte dépendance de la pluviométrie : niveau des lacs et des crastes.
- Etiage sévère du Canal du Porge (dans sa partie aval).
- Approfondissement des crastes.

## MESURES



**Mesure B 1 : Maintenir un niveau des lacs permettant la protection des milieux et l'expression des usages en définissant un mode de gestion adapté.**

⇒ Objectif 1 : Favoriser une gestion équilibrée des flux d'eau en fonction des différents usages et des milieux.

### Contexte

Les lacs sont régulés par des écluses, gérées quotidiennement et manuellement en fonction de la pluviométrie et de la lecture des niveaux d'eau.

Les niveaux d'eau sont répertoriés depuis 1976. Les manœuvres des écluses (nombre de pelles ouvertes et hauteur d'ouverture) sont répertoriées depuis 2003.

Des cotes maximales et minimales ont été définies en 1976 par le CTGREF.

De manière générale, il y a une perte de 10 à 15 cm de niveau par mois de juin à septembre en particulier sur Carcans-Hourtin.

<b>Données 1986-2005</b>	<b>Lac de Carcans-Hourtin</b>	<b>Lac de Lacanau</b>
<b>Cote maximale</b> observée en m NGF	14,82 (en 1988) et 14,60 (en 2001)	14,32 (1988) et 14,31 (en 1994)
<b>Cote minimale</b> observée en m NGF	13,51 (en 1990 et 2005)	12,95 (en 1989)
<b>Marnage mini-maxi</b> en m	0,38 - 0,76	0,32 - 0,94

### Description de la mesure

⇒ Etablir un marnage de plus grande amplitude en augmentant le niveau hivernal/printanier. La cote maximale pouvant être atteinte sans inonder les habitations et les routes riveraines des lacs est de 14,60 m NGF pour Carcans-Hourtin et de 13,60 m NGF pour Lacanau.

⇒ Adapter les usages aux conditions saisonnières des niveaux d'eau.

⇒ Rédiger un plan de gestion des écluses.

### Principaux acteurs concernés

- SIAEBVELG
- Usagers



## Mesure B 2 : Avoir une bonne gestion des écoulements dans le canal du Porge-Lège.

⇒ Objectif 1 : Favoriser une gestion équilibrée des flux d'eau en fonction des différents usages et des milieux.

### Contexte

Dans sa partie amont (Le Porge), les écoulements du canal sont canalisés par 4 écluses (Batejin, Joncru, Langouarde et Pas du Bouc). Le canal a un profil droit.

Dans sa partie aval, le canal de Lège à partir de la dernière écluse du Pas du Bouc a un cheminement naturel sans ouvrages de régulation. Dans cette zone aval, la pente est importante.

Le canal du Porge - Lège représente 15% du débit total d'eau douce arrivant dans le Bassin d'Arcachon.

	<b>Canal - partie amont Le Porge</b>	<b>Canal - partie aval Lège Cap-Ferret</b>
<b>Longueur</b>	12 kms	10 kms
<b>Régulation du débit</b>	Oui / 4 écluses	Non
<b>Profil</b>	droit	sinueux
<b>Propriétaire</b>	SIAEBVELG / Le Porge	Principalement privés, communes, ONF
<b>Gestionnaire</b>	SIAEBVELG	néant

### Description de la mesure

⇒ Mieux gérer les pics de crues et éviter les à coups hydrauliques par une ouverture progressive des écluses en fonction des résultats de l'étude hydraulique (cf mesure B 7).

⇒ Etudier les possibilités de régulation pour une meilleure gestion des pics.

⇒ Etudier la pertinence de garder en eau le canal du Porge et les moyens techniques pour y parvenir.

### Principaux acteurs concernés

- SIAEBVELG
- Commune de Lège – Cap Ferret.



### **Mesure B 3 : Reconquérir les zones humides.**

⇒ Objectif 1 : Favoriser une gestion équilibrée des flux d'eau en fonction des différents usages et des milieux.

#### **Contexte**

---

Des zones humides ont disparu suite à la création des réseaux de drainage et des canaux de jonctions.

#### **Description de la mesure**

---

⇒ La reconnexion hydraulique du marais du Gnac (Lacanau), de Devinas (Carcans) et des marais de Batejin (Lacanau sud) devra être étudiée.

⇒ Définir un plan de gestion de la végétation du marais du Gnac.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- Propriétaires fonciers et gestionnaires des zones humides.
- SIAEBVELG

*Lien avec mesure D 8 "Le SAGE délimite les zones vertes (conformément à la carte annexée)".*

*Lien avec mesure D 9 "Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes".*



**Mesure B 4 : Porté à connaissance de la CLE - Le SAGE demande aux collectivités locales, territoriales, aux services de l'Etat et ses établissements publics, d'informer et de porter à connaissance tout projet impactant sur la gestion quantitative (volume) et/ou hydraulique (sens d'écoulement) des milieux aquatiques.**

⇒ Objectif 1 : Favoriser une gestion équilibrée des flux d'eau en fonction des différents usages et des milieux.

### Contexte

Tout nouvel ouvrage, installation, projet impactant sur des milieux aquatiques est soumis à la Loi sur l'eau. En fonction des spécificités du projet, celui-ci est soumis à la nomenclature déterminant les seuils d'autorisation et de déclaration.

### Description de la mesure

⇒ Tout projet ayant un impact quantitatif et/ou hydraulique (prélèvements, baisse de niveau, modification des sens d'écoulements), devra être porté à connaissance de la CLE.

L'avis de la CLE sera demandé pour tout projet soumis à autorisation dans le cadre de la Loi sur l'Eau ou relevant de la réglementation des ICPE.

L'avis de la CLE sera demandé à la discrétion des services de la Police de l'eau pour tout projet soumis à déclaration.

- Projets pouvant impacter :
  - Création d'un plan d'eau, de fossés,
  - Lotissement,
  - Extension agricole, porcherie,
  - Prélèvement dans les eaux superficielles et dans la nappe plio-quaternaire,
  - Golf,
  - Port,
  - Etc,...

⇒ Lien avec le SAGE Nappes profondes dans le cadre des ressources de substitution qui pourraient intéresser la nappe plio-quaternaire.

### Principaux acteurs concernés

- CLE
- Services de l'Etat
- Porteurs de projet



**Mesure B 5 : Toute mesure doit être prise pour limiter la vitesse d'arrivée d'eau au niveau des lacs et des canaux.**

⇒ Objectif 1 : Favoriser une gestion équilibrée des flux d'eau en fonction des différents usages et des milieux.

### **Contexte**

---

Le réseau hydrographique, asséché à fin octobre, évacue un débit important au printemps.

Limiter l'arrivée de l'eau dans les lacs permet de limiter les phénomènes d'érosion et de laisser jouer aux zones humides leur rôle tampon (rétention de l'eau).

### **Description de la mesure**

---

Les mesures pouvant être prises pour limiter la vitesse d'arrivée d'eau au niveau des lacs :

- ⇒ Ne pas sur-dimensionner les buses.
- ⇒ Avoir une bonne gestion des embâcles.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- SIAEBVELG
- Communes



## Mesure B 6 : Réaliser une étude hydrogéologique de la nappe plio-quaternaire.

⇒ Objectif 2 : Améliorer la connaissance et le fonctionnement des hydrosystèmes.

### Contexte

Un bilan hydrologique des lacs et de leurs bassins versants a été effectué en 1976 par le CTGREF. Mais depuis le bassin versant a été modifié : densification des fossés, création d'écluses. Des interrogations persistent sur la relation entre les eaux de surface (lacs et crastes) et le 1er compartiment souterrain : la nappe plio-quaternaire.

### Description de la mesure

Le Président de la CLE du SAGE "Leyre" a sollicité les présidents des autres SAGE leur proposant de travailler conjointement à la réalisation d'une étude "nappe" : l'objectif de cette étude est de faire un point exhaustif sur les nappes du plio-quaternaire pour quantifier les ressources qu'elles représentent et leur rôle dans le fonctionnement de l'hydrosystème.

### Principaux acteurs concernés

- SAGE Leyre
- SAGE Nappes profondes
- autres SAGE intéressés.
- Conseil Régional



## **Mesure B 7 : Améliorer la connaissance du fonctionnement des lacs et de leurs bassins versants.**

⇒ Objectif 2 : Améliorer la connaissance et le fonctionnement des hydrosystèmes

### **Contexte**

Les données actuellement disponibles et quotidiennes sont la pluviométrie et le niveau des lacs. Il n'existe pas de bilan chiffré du fonctionnement des lacs avec les autres compartiments "eau" : marais, crastes, nappe plio-quaternaire.

### **Description de la mesure**

- ⇒ Continuer à répertorier, au mieux quotidiennement, les niveaux des lacs ainsi que les manœuvres des écluses.
- ⇒ Réaliser un modèle hydraulique de fonctionnement des lacs : année sèche, année haute, année moyenne.
- ⇒ Approfondir les études hydrologiques des lacs et de leurs bassins versants.
- ⇒ Examiner les limites du bassin versant (notamment entre Brach et Listrac).
- ⇒ Communiquer aux communes riveraines des lacs, les relevés des niveaux des lacs.

### **Principaux acteurs concernés**

- SIAEBVELG
- Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional, Agence de l'Eau



### **Mesure B 8 : Equiper le canal des étangs et le canal du Porge de stations de mesures de débits.**

⇒ Objectif 2 : Améliorer la connaissance et le fonctionnement des hydrosystèmes

#### **Contexte**

---

Le canal des étangs et le canal du Porge ne sont pas équipés de stations de mesures de débits. Il existe un manque de connaissance des débits sortant des lacs et entrant dans le Bassin d'Arcachon.

#### **Description de la mesure**

---

Deux stations minimales peuvent être envisagées :

- 1 station "canal des étangs" : le débit mesuré permet de connaître le débit sortant du lac de Carcans-Hourtin et entrant dans le lac de Lacanau.
- 1 station " canal du Porge-Lège" : le débit mesuré permet de connaître le débit arrivant dans le Bassin d'Arcachon.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- DIREN
- SIAEBVELG

## ENJEU C :

### ETAT BIOLOGIQUE : REGULER LES ESPECES INVASIVES ET PRESERVER LES ESPECES PATRIMONIALES

## ETAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC

### Contexte général

L'état biologique correspond à la richesse quantitative et qualitative des espèces faunistiques et floristiques, mais aussi à la présence des espèces indésirables comme les espèces invasives. Ce sont des espèces strictement aquatiques ou liées aux zones humides.

### ☺ LES ATOUTS

- Richesse biologique liée à la variété des milieux (zones humides, forêts, plans d'eau, cours d'eau).
- Fort potentiel piscicole.

### ☹ LES FAIBLESSES

- Forte présence d'espèces végétales et animales invasives.
- Prélèvements excessifs de civelles à l'aval du Canal du Porge.
- Régression de certaines zones humides non entretenues ou déconnectées du réseau hydraulique.
- Activités mal gérées du nautisme et de certains loisirs.

## MESURES



**Mesure C 1 : Créer un comité de pilotage pour lutter contre les espèces végétales invasives.**

⇒ Objectif 1 : Protéger le bassin versant contre l'extension des espèces animales, végétales exotiques et invasives.

### Contexte

Les espèces végétales invasives sont un souci majeur du SAGE.

La lutte contre les espèces végétales invasives s'effectue ponctuellement, selon les initiatives de chacun.

### Description de la mesure

⇒ Un comité de pilotage sera créé afin de centraliser les informations et d'organiser des interventions pour lutter contre les espèces invasives. Assurer le suivi de ces espèces et leur prolifération ainsi que l'évolution des zones traitées.

⇒ Définir un plan d'intervention en fonction de la nature des sites envahis (anse, port, canal, craste) et des usages (pêche, nautisme, etc...).

⇒ Une veille technique concernant la lutte contre les plantes invasives devra être menée. Echange d'expériences avec les lacs landais

⇒ Une veille sur le milieu naturel pour repérer toute implantation d'une nouvelle plante exogène connue pour son caractère invasif.

### Principaux acteurs concernés

- SIAEBVELG
- Communes
- Conseil Général (CATER)
- Cemagref

**Mesure C 2 : Protéger la Réserve Naturelle du Cousseau contre les plantes invasives.**

⇒ Objectif 1 : Protéger le bassin versant contre l'extension des espèces animales, végétales exotiques et invasives.

---

**Contexte**

Depuis 1998, une grille de protection a été fixée à l'écluse de prise d'eau afin de retenir les boutures de Lagarosiphon présentes dans le canal des Etangs. Cette grille se colmate rapidement et est nettoyée autant que possible.

---

**Description de la mesure**

- ⇒ Continuer le piégeage par la grille de protection fixée.
- ⇒ Arracher dès que possible chaque bouture.
- ⇒ Prendre en compte le plan de gestion de la réserve.

---

**Principaux acteurs concernés**

- Réserve Naturelle du Cousseau
- SIAEBVELG

**Mesure C 3 : Lutter contre la prolifération des plantes invasives.**

⇒ Objectif 1 : Protéger le bassin versant contre l'extension des espèces animales, végétales exotiques et invasives.

---

**Contexte**

L'état des lieux du SAGE a défini en mai 2004 un état d'envahissement des sites par la Jussie, le Lagarosiphon et Egeria. A ce jour, les lacs ne sont pas menacés de fermeture mais des zones sont très envahies. Des méthodes ponctuelles d'intervention ont eu lieu à l'initiative des personnes. Il n'existe pas de programme global de lutte.

---

**Description de la mesure**

- ⇒ Eviter l'envahissement de nouveaux sites en contrôlant les activités pouvant générer la dispersion de boutures.
- ⇒ Sensibiliser les usagers (chasseurs, pêcheurs, activités nautiques, agriculteurs) et le grand public.
- ⇒ Préconiser le nettoyage des engins de travaux hydrauliques.
- ⇒ Favoriser le marnage des lacs, l'écoulement et l'ombrage par les ripisylves le long des crastes.
- ⇒ Canal des étangs : utiliser le bateau faucardeur avec les préconisations définies par le comité pilotage.

---

**Principaux acteurs concernés**

- Comité de pilotage

***Lien avec mesure C1 " Créer un comité de pilotage pour lutter contre les espèces végétales invasives."***



**Mesure C 4 : Inciter les communes et les particuliers, lors des différents aménagements paysagers, à ne pas introduire d'espèces exogènes qui pourraient entrer en concurrence avec les espèces naturellement présentes dans les milieux humides et aquatiques.**

⇒ Objectif 1 : Protéger le bassin versant contre l'extension des espèces animales, végétales exotiques et invasives.

### Contexte

Sur certaines communes du bassin versant, on remarque un manque de connaissance vis-à-vis du caractère invasif vis-à-vis de certaines plantes exogènes.

Certains secteurs sont fortement colonisés par des plantes invasives :

- Arès Lège : Baccharis
- Hourtin, Carcans, Lacanau : Lagarosiphon, Egeria, Jussie.

Cf catalogue raisonnée des plantes vasculaires de la Gironde Société Linéenne de Bordeaux édition 2005 – p.66 les Xénophytes de Gironde.

### Description de la mesure

⇒ Sensibilisation et information auprès des communes, des particuliers.

⇒ Intervenir sur les espèces déjà plantées dans les espaces verts communaux.

### Principaux acteurs concernés

- Communes
- SIAEBVELG

**Mesure C 5 : Lutter contre les espèces animales invasives.**

⇒ Objectif 1 : Protéger le bassin versant contre l'extension des espèces animales, végétales exotiques et invasives.

**Contexte**

---

Dans le bassin versant, on note la présence du ragondin, de l'écrevisse rouge de Louisiane, de la tortue de Floride, de la Perche Soleil (Calicoba), du poisson chat et du silure.

A ce jour, La grenouille taureau n'a pas encore été recensée sur le bassin versant.

**Description de la mesure**

---

- ⇒ Recueillir les données et les synthétiser pour les mettre à la disposition du SAGE.
- ⇒ Sensibiliser les usagers (chasseurs, pêcheurs, plaisanciers, agriculteurs, etc...) et le grand public.
- ⇒ Veille technique sur les méthodes de lutte.
- ⇒ Initier la lutte coordonnée.

**Principaux acteurs concernés**

---

- SIAEBVELG

**Mesure C 6 : Classer le canal des étangs et le canal du Porge, au titre de l'article L 432.6 du Code de l'environnement, comme axe prioritaire pour la restauration de l'espèce migratrice anguille.**

⇒ Objectif 2 : Restauration de la population anguille et préservation de la faune piscicole

## Contexte

L'anguille, espèce migratrice, est présente dans le bassin versant des lacs médocains. La civelle, au départ du Bassin d'Arcachon remonte le canal des étangs pour atteindre les lacs et leurs marais.

Or la remontée est devenue difficile notamment par la présence des cinq écluses qui constituent des obstacles à la migration de cette espèce.

L'article L 432.6 du Code de l'environnement précise que dans les cours d'eau, dont la liste est fixée par décret, tout ouvrage doit comporter des dispositifs assurant la circulation des poissons migrateurs.

Le SDAGE reprend cette liste en définissant les priorités : le canal des Etangs nommé "les courants reliant les étangs de l'étang d'Hourtin au Bassin d'Arcachon" est en Priorité 1.

Le SDAGE dans la mesure A23 énonce que "tous ces axes bleus sont déjà classés au titre de l'article L232.6 du code rural, à l'exception de quelques tronçons qu'il est recommandé de faire classer dans les meilleurs délais."

Au vu de ces différentes recommandations, il est nécessaire de classer le canal des étangs et le canal du Porge au titre de l'article L 432.6.

## Description de la mesure

Le classement du canal des étangs comme axe prioritaire pour la restauration de l'anguille doit être fixé par décret après avis des conseils généraux rendus dans un délai de 6 mois.

## Principaux acteurs concernés

- DDAF (police de l'eau), MISE
- DIREN
- SIAEBVELG



**Mesure C 7 : Réhabiliter l'axe migrateur ainsi que la libre circulation des poissons dans les marais interconnectés aux lacs et aux canaux.**

⇒ Objectif 2 : Restauration de la population anguille et préservation de la faune piscicole

### Contexte

Le SDAGE définit l'ensemble "canal des Etangs, canal du Porge et lacs" comme un axe migrateur prioritaire appelé axe bleu.

Les ouvrages de régulation des flux d'eau aménagés sur le bassin versant : écluses, buses, seuils, sont des obstacles à la libre circulation des poissons sédentaires et surtout migrateurs en particulier l'anguille.

### Description de la mesure

- ⇒ Equiper les 5 grandes écluses du canal des étangs et du canal du Porge de passes à anguille : projet en cours.
- ⇒ Equiper les petits et moyens ouvrages de passes à poissons : écluses des petits marais interconnectés (Batejin, Batourtot, Lède Basse, Joncru, Langouarde), écluses de la Réserve Naturelle du Cousseau.
- ⇒ Etudier la pertinence ou non d'équiper les 12 seuils de l'Eyron en passes à poisson.
- ⇒ Tout nouvel ouvrage réalisé en travers du lit devra être rendu franchissable par les espèces piscicoles. Rendu obligatoire par la réglementation.
- ⇒ Justifier de la bonne reconquête des milieux par les espèces piscicoles en créant un programme de comptage et de suivi des espèces. Partenariat avec le CSP.
- ⇒ Reconnexion hydraulique du marais du Gnac/Devinas.

### Principaux acteurs concernés

- SIAEBVELG
- Fédération de pêche
- Conseil Supérieur de la Pêche



### **Mesure C 8 : Préserver les frayères.**

⇒ Objectif 2 : Restauration de la population anguille et préservation de la faune piscicole

#### **Contexte**

---

Les lacs médocains sont des milieux riches sur le plan qualitatif et quantitatif en espèces piscicoles.

Les zones de frayères sont les rives des lacs c'est-à-dire les roselières et les différentes zones humides interconnectées (marais, etc..).

#### **Description de la mesure**

---

⇒ Gérer et préserver les rives des lacs et les marais intercalaires.

⇒ Maintenir un niveau "haut" des lacs au printemps et abaisser progressivement les niveaux d'eau.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- SIAEBVELG
- Conseil Supérieur de la Pêche
- Fédération départementale de pêche

**Mesure C 9 : Lutter contre le braconnage des civelles.**

⇒ Objectif 2 : Restauration de la population anguille et préservation de la faune piscicole

---

**Contexte**

A l'exutoire du canal de Lège, des prélèvements excessifs de civelles sont reconnus. La police de la pêche partagée selon le territoire : DDAF et CSP pour les eaux douces et les Affaires Maritimes pour les eaux salées, sera effective quand le point de cessation de salure des eaux sera déterminé.

Le projet d'équiper les 5 écluses du bassin versant des lacs médocains avec des passes à anguille, est en cours de procédure. Il ne doit pas être contre balancé par une perte de la population "civelle" à l'aval.

---

**Description de la mesure**

⇒ Mise en place des mesures réglementaires déterminant la limite des compétences de la Police de la pêche.

⇒ En aval et en amont des passes à anguille en projet : équiper d'un système de dispersion par enrochement.

---

**Principaux acteurs concernés**

- Affaires maritimes
- Conseil Supérieur de la Pêche



### Mesure C 10 : Protéger les habitats sensibles.

⇒ Objectif 3 : Préserver les espèces faunistiques et floristiques en protégeant leurs habitats.

#### Contexte

Le bassin versant des lacs médocains possède des zones protégées en partie par quelques sites bénéficiant de mesures réglementaires : rive est des lacs, réserve naturelle du Cousseau, réserve de Langouarde, forêts domaniales et non domaniales. Ces protections sont de différents ordres : Espaces Naturels Sensibles, réserve naturelle, sites Natura 2000, sites classés et sites inscrits. Il existe aussi des inventaires biologiques : ZNIEFF, ZICO.

Le bassin versant abritent des espèces végétales protégées aquatiques dont Isoète de Bory, Littorelle à une fleur, Lobélie Dortman, etc... (cf Etat des Lieux du SAGE).

Les espèces animales protégées vivant dans les milieux aquatiques : Loutre, Vison, etc...

#### Description de la mesure

⇒ Maintien, restauration et préservation des zones humides.

⇒ Réaliser une étude qui précise et cartographie les espèces et les habitats patrimoniaux (Conservatoire Botanique National, Société Linéenne).

#### Principaux acteurs concernés

- DIREN
- Conseil Général de la Gironde, Conservatoire du Littoral
- Communes, SIAEBVELG
- Réserve du Cousseau, SEPANSO

*Lien avec les mesures D8, D9 et D10.*

## **ENJEU D**

### **ENTRETIEN ET PRESERVER LES MILIEUX**

#### **ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC**

##### **Contexte général**

---

Dans le cadre de l'intérêt général, le SIAEBVELG assure l'entretien des grands émissaires (500 km de linéaire) : crastes principales débouchant dans les lacs, le canal des étangs et le canal du Porge - Lège Cap-Ferret. L'entretien est confié à des entreprises spécialisées.

Les communes entretiennent les crastes secondaires.

Le reste du chevelu (fossés) est entretenu par les agriculteurs, les gestionnaires sylvicoles, la DFCI, les particuliers.

Des zones humides sont entretenues par différents gestionnaires : la réserve de chasse de Langouarde par la commune du Porge, la réserve naturelle du Cousseau par la SEPANSO, les Espaces Naturels Sensibles par le Conseil Général, les rives des lacs par les communes et autres gestionnaires..

Concernant l'évolution morphologique du lac de Carcans-Hourtin, l'étude bathymétrique de 2005 n'a pas mis en évidence de comblement du lac sur une échelle de 75 ans.

##### **☺ LES ATOUTS**

---



- Entretien du réseau hydraulique dans le cadre de l'intérêt général par le SIAEBVELG et les communes.

##### **☹ LES FAIBLESSES**

---

- Localisation de zone d'érosion forte.
- Zones urbanisées concentrées sur quelques sites en bord des lacs.
- Présence d'arbres de hauts jets.

## MESURES

	<b>Mesure D 1 : Elargir le territoire d'intervention du SIAEBVELG à 3 communes du bassin versant non adhérentes actuellement.</b>
	<b>Mesure D 2 : Créer un poste de technicien rivière au sein du SIAEBVELG dont le rôle sera d'organiser l'entretien du réseau hydrographique du bassin versant.</b>

⇒ Objectif 1 : Avoir une gestion cohérente sur l'ensemble du bassin versant.

### Contexte

Le SIAEBVELG, créé en 1964, comprend actuellement 9 communes : Hourtin, Lacanau, Carcans, Brach, Ste Hélène, Salaunes, Saumos, St Laurent, Le Porge. Les autres communes du bassin versant : Lège Cap-Ferret, Arès, Le Temple, Lanton sont autonomes pour leur gestion hydraulique.

Le SIAEBVELG n'est pas doté d'un service qui suit sur le plan technique et administratif les dossiers d'entretien du réseau. La grande superficie du bassin versant justifie la création d'un poste.

### Description de la mesure

⇒ Pour une cohérence amont-aval de la gestion hydraulique, le SAGE suggère que les communes de Le Temple, Lège Cap Ferret et Arès intègrent le SIAEBVELG après la mise en conformité de leur réseau hydraulique.

⇒ Créer un poste de technicien rivière : montage des dossiers (cahier des charges, appel de maîtrise d'œuvre, appel d'offre aux entreprises), coordination avec le maître d'œuvre et suivi de chantier. Surveillance du réseau hydraulique, enlèvement d'embâcles.

### Principaux acteurs concernés

- SIAEBVELG
- Préfecture
- Conseil Général de la Gironde (CATER)



### **Mesure D 3 : Réaliser une étude "diagnostic hydraulique" du bassin versant.**

⇒ Objectif 1 : Avoir une gestion cohérente sur l'ensemble du bassin versant.

#### **Contexte**

---

Depuis sa création en 1964, le SIAEBVELG établit une programmation annuelle des travaux hydrauliques.

Afin d'avoir une vision globale du bassin versant, les partenaires institutionnels ainsi que la Police de l'Eau demandent aux syndicats de bassin versant de réaliser une étude qui fasse le diagnostic du réseau hydraulique. La réalisation d'une étude diagnostic de bassin versant permet une programmation technique et financière de travaux à effectuer dans un programme pluri-annuel.

#### **Description de la mesure**

---

⇒ Rédiger un cahier des charges qui précisera le linéaire sur lequel doit être fait le diagnostic.



⇒ Engager un bureau d'étude pour réaliser cette étude "diagnostic hydraulique" de bassin versant.

Cette étude est couplée avec une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) qui a pour objectif de formaliser la prise en charge de l'entretien des terrains privés par les collectivités publiques.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- SIAEBVELG
- Conseil Général de la Gironde
- Conseil Régional
- Agence de l'eau

	<b>Mesure D 4 : Formaliser des règles de restauration et d'entretien des crastes et des canaux.</b>
	<b>Mesure D 5 : Sensibiliser, à leur obligation, les propriétaires riverains sur le nettoyage de leurs fossés.</b>

⇒ Objectif 1 : Avoir une gestion cohérente sur l'ensemble du bassin versant.

## Contexte

L'entretien du réseau hydraulique n'est pas formalisé dans un document contractuel.

Des entretiens lourds du lit augmentent le transport de sable.

## Description de la mesure

⇒ Définir un cahier des charges "code de bonne conduite" de travaux pour l'entretien des crastes et des canaux.

⇒ Respecter les profils hydrauliques actuels pour ne pas déstabiliser les fonds et les berges, ne pas assécher les terrains avoisinants, les zones humides, les lagunes et déchausser les ponts.

⇒ Définir des règles d'entretien avec des pratiques "douces" respectueuses des milieux, Sensibiliser à un entretien adapté des lits par les godets-peignes. Une intervention légère évite la remise en suspension du sable et donc l'ensablement à l'exutoire.

⇒ Définir dans ce cahier des charges les périodes de travaux :

<b>Périodes préférentielles de travaux</b>	
Gestion des embâcles	En période de basses eaux : de juin à octobre
Entretien des crastes	En période de basses eaux : de juin à octobre

⇒ Recommander aux exploitants forestiers d'éviter le stockage des bois sur les berges des crastes ou à cheval sur les fossés car ils peuvent créer des embâcles. Inciter à la création de places de dépôts aménagées.

⇒ Choix des embâcles à enlever : différencier les embâcles qui peuvent entraîner des problèmes (érosion, obstruction à l'écoulement) et ceux qui ont une fonction de frayère, de retenue d'eau...

⇒ Gestion du tracé du lit : en fonction des enjeux laisser évoluer ou fixer le tracé naturel du cours d'eau.

⇒ Favoriser les techniques végétales de stabilisation des berges. Entretien du flanc des berges par des techniques manuelles ou mécaniques adaptées aux enjeux.

## Principaux acteurs concernés

- Communes, Entreprises, Propriétaires privés
- Conseil Général de la Gironde, Agence de l'Eau



**Mesure D 6 : Etudier la faisabilité et les potentialités d'un bassin dessableur en lieu et place d'une excavation artificielle au lieu dit Lartigot à Lège Cap-Ferret.**

⇒ Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.

### **Contexte**

---

L'exutoire du canal du Porge-Lège connaît un ensablement. Des travaux ont été effectués au printemps 2003 pour désensabler cette zone.

Un bassin d'une surface de 3ha existe au niveau du "T" de Lège, lieu dit Lartigot (D 106). Il a été créé suite aux emprunts de matériaux pour construire la route départementale.

Le propriétaire foncier est la commune de Lège Cap-Ferret.

### **Description de la mesure**

---

⇒ Mener une étude pour connaître la faisabilité et les potentialités de créer un bassin dessableur en lieu et place d'une excavation artificielle entre Bredouille et le "T" de Lège.

Différents aspects sont à étudier : foncier, aspect piscicole et loi sur l'eau.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Commune de Lège
- SIAEBVELG
- SIBA
- M.I.S.E



### Mesure D 7 : Maintenir et restaurer la ripisylve des crastes et des canaux

⇒ Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.

#### Contexte

---

Le pin, essence majeur du bassin versant, borde les crastes, les canaux et les rives des lacs et est de nature à déstabiliser les berges sableuses.

Le SDAGE recommande dans la mesure A8 que les ripisylves et boisements riverains soient maintenus car ils sont nécessaires à la lutte contre l'érosion des sols, la stabilité des berges, à l'épuration des eaux.

De plus, une ripisylve diversifiée constitue un habitat contribuant à l'augmentation de la richesse écologique globale.

La présence d'une ripisylve équilibrée permet de bloquer, en partie, les apports de nutriments et de sédiments dans le réseau hydrographique.

#### Description de la mesure

---

⇒ Eviter les pins et privilégier les feuillus adaptés (essences locales : chênes, aulnes, bouleaux, saules, etc...).

⇒ Favoriser la végétation arbustive côté sud.

⇒ Privilégier les interventions manuelles pour la gestion de la végétation notamment l'élagage manuel.

⇒ Gérer la ripisylve hors période végétative.

#### Principaux acteurs concernés

---

- SIAEBVELG
- Propriétaires privés et publics

*Lien avec la mesure D3 "Maintenir et restaurer la ripisylve des crastes et des canaux".*

*Lien avec la mesure A7 "Préserver et reconquérir les zones humides car elles jouent un rôle d'épurateur biologique".*



**Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes (conformément à la carte annexée).**

⇒ Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.

### **Contexte**

---

Rappel de la mesure A3 du SDAGE :

Les zones vertes sont définies par le SDAGE comme des écosystèmes aquatiques et zones humides remarquables qui méritent une attention particulière et immédiate à l'échelle du bassin versant. Le SDAGE recommande d'initier des programmes de restauration, de protection et de gestion des zones vertes.

Sur le territoire du SAGE lacs médocains, deux zones ont été classées en zones vertes (liste a1 du SDAGE) : les marais et lagunes côtiers et les zones humides des cours d'eau et bordures boisées.

### **Description de la mesure**

---

Une carte à l'échelle 1/25 000<sup>ème</sup> présentant la délimitation des zones vertes a été réalisée.

Cette carte doit permettre d'informer et de sensibiliser afin que ces zones humides remarquables soient prises en compte dans le cadre de tout projet d'aménagement du territoire (urbain, agricole, forestier, etc..).

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Services de l'Etat
- Collectivités territoriales
- Particuliers
- DDAF (Police de l'eau)



### **Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes.**

⇒ Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.

#### **Contexte**

---

Les zones vertes du bassin versant des lacs médocains sont définies par le SAGE.

#### **Description de la mesure**

---

⇒ Elaborer des plans de gestion des zones vertes.

Cette mesure est étroitement liée à la Loi de développement des territoires ruraux du 23 février 2005.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- DIREN
- Conservatoire Botanique National, SEPANSO
- Fédération de chasse
- Propriétaires, exploitants forestiers.
- Conseil Régional

*Lien avec la mesure D8 " Le SAGE délimite les zones vertes".*



**Mesure D 10 : Définir et mettre en oeuvre un plan de gestion des rives et des marais associés.**

⇒ Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.

### **Contexte**

---

Il existe une hétérogénéité de rives entretenues (incinération, etc...) et non entretenues.

Les rives des lacs appartiennent aux communes, au Conseil Général de la Gironde, au Conservatoire du Littoral mais également à des propriétaires privés qui ne les entretiennent pas forcément.

Les marais du Porge sont entretenus par les chasseurs.

Ces milieux correspondent aux zones vertes, définies par le SDAGE comme des milieux aquatiques remarquables.

Le SAGE délimite ces zones vertes.

### **Description de la mesure**

---

⇒ Sensibiliser les riverains à leur obligation d'entretien et les informer sur les pratiques adaptées d'entretien. Rappeler aux propriétaires riverains la réglementation des sites classés.

⇒ Favoriser la pratique des activités de loisirs proches de la nature : chasse, pêche, permettant de garder les milieux ouverts (végétation basse, entretien et maintien en eau des marais).

Ce plan de gestion définit et préconise des règles particulières de gestion des zones vertes adaptées au bassin versant et à ses spécificités.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Communes, particuliers
- Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional
- Conservatoire du littoral
- Fédération départementale des chasseurs, Associations de chasse
- Conseil Supérieur de la Pêche, associations de pêche



### **Mesure D 11 : Coordonner la gestion de la réserve naturelle du Cousseau et les actions SIAEBVELG.**

⇒ Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et les fonctions des zones humides.

#### **Contexte**

---

La réserve naturelle du Cousseau est alimentée en eau par le canal des étangs. Une convention signée entre le Conseil Général et le SIAEBVELG définit les règles de gestion hydraulique. Une grille adaptée sur l'écluse de prise d'eau permet de limiter l'entrée des plantes invasives. Il existe un seuil de prise d'eau arasé à 13,70 m NGF.

#### **Description de la mesure**

---

Le SAGE suggère qu'un échange et une coordination soient maintenus entre les gestionnaires du Cousseau et du SIAEBVELG dans le but de :

- ⇒ faire une gestion hydraulique cohérente,
- ⇒ continuer à limiter toutes intrusions d'espèces invasives,
- ⇒ préserver la qualité du milieu,
- ⇒ prendre en compte le plan de Gestion du Cousseau.

#### **Principaux acteurs concernés**

---

- SIAEBVELG
- Réserve Naturelle du Cousseau, SEPANSO.

## ENJEU E :

### ACTIVITES ET LOISIRS LIES A L'EAU



**Mesure E 1 : Limiter et contrôler la fréquentation des bateaux à moteur sur les lacs, réglementer les bateaux habitables.**

⇒ Objectif 1 : Préserver la qualité des eaux des lacs.

#### Contexte

---

La police de navigation sur les lacs est réglementée par des arrêtés préfectoraux qui définissent les conditions d'utilisation des plans d'eau (temps, espace, etc...)

- Lac de Carcans-Hourtin : arrêté préfectoral du 15 juillet 1998.
- Lac de Lacanau : arrêté préfectoral du 3 juillet 1997.

Constat d'un développement des bateaux habitables et à moteur.

Sur le lac de Carcans-Hourtin, le nombre de bateau de plus de 100 cv dépasse le nombre de 100.

#### Description de la mesure

---

- ⇒ Réactualiser les règlements préfectoraux de Police de Navigation (nouvelles activités, nombre de bateaux à moteurs, etc...), sans développement des activités jets skis et skis nautiques.
- ⇒ Contingenter strictement le nombre de bateaux à moteurs / habitables et leur localisation sous forme d'un observatoire.
- ⇒ Créer des stations de vidange pour les eaux noires dans les ports et interdire la vidange des eaux noires.

#### Principaux acteurs concernés

---

- Communes Hourtin, Carcans, Lacanau.
- DDE – Police de navigation.

*Lien avec la mesure C 3 " Lutter contre la prolifération des plantes invasives".*



### **Mesure E 2 : Privilégier les moteurs de bateaux moins polluants.**

⇒ Objectif 1 : Préserver la qualité des eaux des lacs.

#### **Contexte**

L'étude qualité 2004 a montré que les sédiments des lacs de Carcans-Hourtin et Lacanau contenaient des hydrocarbures.

Il est montré que de manière générale les moteurs de bateaux dits à "4 temps" sont moins polluants que les autres.

#### **Description de la mesure**

Mettre en place une grille de tarification spéciale sur le principe « pollueur payeur », en définissant un tarif moins élevé pour les moteurs 4 temps, nouvelles générations.

#### **Principaux acteurs concernés**

- Communes Hourtin, Carcans et Lacanau.



### **Mesure E 3 : Sensibiliser les plaisanciers au respect des rives des lacs, leur rappeler la réglementation.**

⇒ Objectif 2 : Préserver les zones humides du territoire.

#### **Contexte**

La pratique du bateau peut avoir des impacts sur les rives des lacs : dégradation des roselières et de la faune associée, dissémination des espèces végétales invasives.

#### **Description de la mesure**

⇒ Informer les plaisanciers du respect des rives des lacs par la diffusion de plaquettes d'information

#### **Principaux acteurs concernés**

- Les communes Hourtin, Carcans et Lacanau.

*Lien avec la mesure C 7 " Préserver les frayères "*



**Mesure E 4 : Evaluer les impacts des sports et loisirs motorisés et des sports de nature, informer et associer la CLE à ces projets.**

⇒ Objectif 2 : Préserver les zones humides du territoire.

### **Contexte**

---

Les sports et loisirs motorisés évoluant sur le bassin versant :

- quads, motos tout terrain, et autres engins motorisés.

La loi du 3 janvier 1991 réglemente les loisirs motorisés dans les espaces naturels.

Les sports de nature évoluant sur le bassin versant :

- randonnées pédestres, courses d'orientation,
- courses de VTT,
- activités équestres,
- canoë-kayak, planche à voile, kite-surf, etc...

Bien que les sports de nature et loisirs motorisés ont un atout de découverte de la nature, on peut différencier les activités en groupe qui auront plus d'impact sur le milieu que des activités individualisées.

### **Description de la mesure**

---

⇒ Réaliser une étude pour l'évaluation des impacts des sports et loisirs motorisés et sports de nature.

⇒ La CLE sera consultée et donnera son avis sur les plans relatifs aux sports et loisirs motorisés ; Associer au développement de tout autre activité.

⇒ Associer les clubs, associations, à l'entretien des berges des crastes, des rives des lacs.

⇒ Rappeler aux collectivités leur obligation réglementaire.

### **Principaux acteurs concernés**

---

- Communes, SIAEBVELG
- CLE
- Conseil Général
- Comités départementaux, Fédérations sportives

## **ENJEU F**

### **MISE EN ŒUVRE DU SAGE**



**Mesure F 1 : Mettre en place une structure d'animation pour la mise en œuvre du SAGE.**

#### **Contexte**

---

Le SIAEBVELG, structure intercommunale de bassin versant, couvrant 9 communes du territoire du SAGE, a assuré la maîtrise d'ouvrage de l'animation pour l'élaboration du SAGE.

Quatre communes se sont associées à la maîtrise d'ouvrage.

La participation financière de ces 13 communes a été établie en fonction d'une clé de répartition basée sur la surface et la population de la commune intégrées dans le périmètre du SAGE.

#### **Description de la mesure**

---

Tout comme la phase d'élaboration, le SIAEBVELG associé aux 4 autres communes pourra assurer la continuité des travaux du SAGE dans sa phase de mise en œuvre.

Les différentes tâches pour la mise en œuvre :

- Secrétariat administratif et technique de la CLE
- Organisation de l'information et de la communication autour du SAGE
- Suivi et évaluation du SAGE
- Révision du SAGE

**Mesure F 2 : Réviser le SAGE**

---

**Contexte**

La loi sur l'eau prévoit que le SAGE est élaboré pour une période de 10 ans. Mais d'autres situations peuvent nécessiter une révision :

- le SDAGE Adour-Garonne va être révisé en 2009. Les documents de planification tels que les SAGE devront donc se mettre en conformité avec les nouvelles orientations du SDAGE.

---

**Description de la mesure**

Pour toute révision du SAGE, la CLE devra :

- Faire un bilan des mesures du SAGE
- Analyser la conformité des mesures du SAGE avec la Directive Cadre Eau et le SDAGE Adour-Garonne révisé.
- Proposer des objectifs nouveaux ou complémentaires et définir les mesures pour y parvenir.

**Mesure F 3 : Diffuser l'information sur les mesures du SAGE.****Contexte**

Le SAGE, document élaboré dans le cadre de la concertation avec 40 membres auxquelles sont associés différents experts, techniciens, ingénieurs, directeurs, doit faire l'objet d'un plan de communication.

Les travaux et les mesures du SAGE doivent être "vulgarisés" afin de sensibiliser le public.

**Description de la mesure**

Les outils d'information :

- Plaquettes d'information,
- Site internet à créer,
- Réunions publiques.

Exemples prioritaires de sensibilisation :

- Sensibiliser les usagers des lacs à la fluctuation des niveaux d'eau : plaisanciers, chasseurs, pêcheurs.
- Informer les Maîtres Nageurs Sauveteurs sur la qualité des eaux de baignades.
- Informer et sensibiliser sur les espèces animales et végétales invasives.



#### **Mesure F 4 : Evaluer la mise en œuvre du SAGE au travers d'un tableau de bord.**

##### **Contexte**

---

Les mesures du SAGE sont élaborées pour une période de 10 ans. Les mesures du SAGE en fonction de leur complexité ou non, du nombre d'organismes sollicités, du coût financier seront mises en œuvre avec plus ou moins de facilité. Il est donc indispensable de les apprécier afin de juger l'opportunité d'adaptations éventuelles du SAGE.

##### **Description de la mesure**

---

Suite à la mise en œuvre du SAGE, la CLE devra élaborer le tableau de bord afin de définir les indicateurs nécessaires au suivi et à l'évaluation des mesures du SAGE :

- Indicateurs de réalisation des mesures (état d'avancement)
- Indicateurs de résultats des mesures
- Indicateurs de moyens



### Mesure F 5 : La CLE se penchera sur l'opportunité de mettre en place un contrat de lac.

#### Contexte

L'ensemble des mesures inscrites dans le SAGE des Lacs Médocains se traduira par des orientations d'aménagement, de suivi ou d'informations des différents usagers ou partenaires institutionnels.

Afin de **coordonner** les moyens humains, techniques, administratifs et financiers nécessaires à l'atteinte des objectifs du SAGE en terme de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau, il paraît indispensable de prévoir de manière opérationnelle les modalités de réalisation des travaux ou d'actions nécessaires pour atteindre ces objectifs.

#### Description de la mesure

Les deux premières années de mise en œuvre du SAGE permettront la réalisation d'études qui préciseront les mesures à appliquer.

Aussi à l'issue de cette phase nécessaire d'acquisition de connaissance, la CLE examinera l'opportunité d'élaborer un contrat « dit de lac » afin de traduire de façon opérationnelle une partie des actions envisagées.

Ce contrat de lac constitue un outil de planification qui fixe, entre différents partenaires, un programme de travaux sur une durée de cinq ans en précisant les différents maîtres d'ouvrage, le coût des travaux, leurs modes de financement ainsi que leurs échéances.

#### Principaux acteurs concernés

- Collectivités locales (Syndicat, communes) et territoriales (Conseil Général, Conseil Régional)
- Agence de l'Eau
- Etat
- Chambre d'agriculture
- Exploitants agricoles

### **3. HIERARCHISATION DES MESURES EN FONCTION DE LEUR PRIORITE DE DEMARRAGE**

#### **Priorité 1 : Immédiate dès l'approbation du SAGE**

Mesure A 1 : Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore).

Mesure A 4 : Limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires.

Mesure A 9 : Intégrer le bassin versant des lacs médocains dans un réseau de suivi de la qualité des eaux.

Mesure A 11 : Contrôler les flux polluants pouvant transiter dans le canal avant sa sortie vers le Bassin d'Arcachon.

Mesure A 14 : Maintenir la vigilance sur les Cyanobactéries.

Mesure A 15 : Former les Maîtres Nageurs Sauveteurs à la communication sur la qualité des eaux de baignade.

Mesure A 16 : Informer le public sur la qualité sanitaire des baignades.

Mesure B 4 : Porté à connaissance de la CLE - Le SAGE demande aux collectivités locales, territoriales, aux services de l'Etat et ses établissements publics, d'informer et de porter à connaissance tout projet impactant sur la gestion quantitative (volume) et/ou hydraulique (sens d'écoulement) des milieux aquatiques.

Mesure B 6 : Réaliser une étude hydrogéologique de la nappe plio-quaternaire.

Mesure B 7 : Améliorer la connaissance du fonctionnement des lacs et de leurs bassins versants.

Mesure B 8 : Equiper le canal des étangs et le canal du Porge de station de mesures de débits.

Mesure C 1 : Créer un comité de pilotage pour lutter contre les espèces végétales invasives.

Mesure C 2 : Protéger la Réserve Naturelle du Cousseau contre les plantes invasives.

Mesure C 3 : Lutter contre la prolifération des plantes invasives.

Mesure C 6 : Classer le canal des étangs et le canal du Porge, au titre de l'article L 432.6 du Code de l'environnement, comme axe prioritaire pour la restauration de l'espèce migratrice anguille.

Mesure C 7 : Réhabiliter l'axe migrateur ainsi que la libre circulation des poissons dans les marais interconnectés aux lacs et aux canaux.

Mesure C 9 : Lutter contre le braconnage des civelles.

Mesure D 1 : Elargir le territoire d'intervention du SIAEBVELG à 3 communes du bassin versant non adhérentes actuellement.

Mesure D 2 : Créer un poste de technicien rivière au sein du SIAEBVELG dont le rôle sera d'organiser l'entretien du réseau hydrographique du bassin versant.

Mesure D 3 : Réaliser une étude "diagnostic hydraulique" du bassin versant.

Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes (conformément à la carte annexée).

Mesure D 10 : Définir et mettre en oeuvre un plan de gestion des rives et des marais associés.

Mesure D 11 : Coordonner la gestion de la réserve naturelle du Cousseau et les actions SIAEBVELG.

Mesure E 3 : Sensibiliser les plaisanciers au respect des rives des lacs, leur rappeler la réglementation.

## **Priorité 2 : à plus long terme**

Mesure A 2 : Limiter les flux de phosphore d'origine anthropique

Mesure A 3 : Limiter les flux azotés d'origine anthropique.

Mesure A 5 : Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires.

Mesure A 6 : Recommander et inciter le remplacement des herbicides utilisés dans des zones sensibles par des traitements alternatifs (thermique, mécanique)

Mesure A 7 : Préserver et reconquérir les zones humides car elles jouent un rôle d'épurateur biologique et chimique

Mesure A 8 : Limiter au maximum les apports d'hydrocarbures vers les lacs

Mesure A 10 : Maîtriser la qualité des rejets d'eaux de ruissellements superficiels dans le canal de Lège.

Mesure A 12 : Mettre en place un programme d'action d'amélioration de la qualité sanitaire des baignades.

Mesure A 13 : Améliorer la gestion des eaux pluviales (lessivage de bactéries, d'hydrocarbures et de métaux lourds).

Mesure B 1 : Maintenir un niveau des lacs permettant la protection des milieux et l'expression des usages en définissant un mode de gestion adapté

Mesure B 2 : Avoir une bonne gestion des écoulements dans le canal du Porge-Lège.

Mesure B 3 : Reconquérir les zones humides

Mesure B 5 : Toute mesure doit être prise pour limiter la vitesse d'arrivée d'eau au niveau des lacs et des canaux.

Mesure C 4 : Inciter les communes et les particuliers, lors des différents aménagements paysagers, à ne pas introduire d'espèces exogènes qui pourraient entrer en concurrence avec les espèces naturellement présentes dans les milieux humides et aquatiques.

Mesure C 5 : Lutter contre les espèces animales invasives.

Mesure C 8 : Préserver les frayères

Mesure C 10 : Protéger les habitats sensibles.

Mesure D 4 : Formaliser des règles de restauration et d'entretien des crastes et des canaux.

Mesure D 5 : Sensibiliser, à leur obligation, les propriétaires riverains sur le nettoyage de leurs fossés.

Mesure D 6 : Etudier la faisabilité et les potentialités d'un bassin dessableur en lieu et place d'une excavation

---

artificielle au lieu dit Lartigot à Lège Cap-Ferret.

Mesure D 7 : Maintenir et restaurer la ripisylve des crastes et des canaux

Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes.

Mesure E 1 : Limiter et contrôler la fréquentation des bateaux à moteur sur les lacs, réglementer les bateaux habitables.

Mesure E 2 : Privilégier les moteurs de bateaux moins polluants.

Mesure E 4 : Evaluer les impacts des sports et loisirs motorisé et des sports de nature, informer et associer la CLE à ces projets.

## 4. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES MESURES

Les dates des mesures ne constituent pas une obligation pour leur réalisation mais positionnent, à titre indicatif, le déroulement de celles-ci les unes par rapport aux autres.

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Enjeu A</b> Préserver , voire améliorer la qualité de l'eau	Mesure A1											
	Mesure A2											
	Mesure A3											
	Mesure A4											
	Mesure A5											
	Mesure A6											
	Mesure A7											
	Mesure A8											
	Mesure A9											
	Mesure A10											
	Mesure A11											
	Mesure A12											
	Mesure A13											
	Mesure A14											
	Mesure A15											
	Mesure A16											

<b>Enjeu B</b> Assurer une gestion quantitative satisfaisante pour les milieux et les usages	Mesure B1											
	Mesure B2											
	Mesure B3											
	Mesure B4											
	Mesure B5											
	Mesure B6											
	Mesure B7											
	Mesure B8											

<b>Enjeu C</b> Etat biologique : réguler les espèces invasives et préserver les espèces patrimoniales	Mesure C1											
	Mesure C2											
	Mesure C3											
	Mesure C4											
	Mesure C5											
	Mesure C6											
	Mesure C7											
	Mesure C8											
	Mesure C9											
	Mesure C10											

<b>Enjeu D</b> Entretenir et préserver les milieux	Mesure D1											
	Mesure D2											
	Mesure D3											
	Mesure D4											
	Mesure D5											
	Mesure D6											
	Mesure D7											
	Mesure D8											
	Mesure D9											
	Mesure D10											
	Mesure D11											

[illegible][illegible]

## 5. EVALUATION ECONOMIQUE DES MESURES DU SAGE

Dans l'article 5 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, il est précisé que le SAGE évalue les moyens économiques et financiers nécessaires à sa mise en œuvre.

Le tableau ci-dessous synthétise un rapport complet évaluant économiquement chacune des mesures du SAGE. Cette notion d'évaluation économique doit être entendue, pour cette étape, comme l'estimation financière nécessaire à la mise en œuvre des mesures (coût d'investissement, coût de fonctionnement).

Ces coûts peuvent être supportés par différents maîtres d'ouvrages : maître d'ouvrage du SAGE, SIAEBVELG, communes, usagers, activités professionnelles, etc...

Les coûts évalués sont calculés sur une période de 10 ans.

Toutes les mesures ne peuvent cependant faire l'objet d'une évaluation économique en raison de leur nature ou d'une description à ce stade de la réflexion insuffisamment précise.

Enjeu A	Préserver voire améliorer la qualité de l'eau	9 000 000 €
Enjeu D	Assurer une gestion quantitative satisfaisante pour les milieux et les usages	250 000 €
Enjeu C	Etat biologique : réguler les espèces invasives et préserver les espèces patrimoniales	200 000 €
Enjeu D	Entretenir et préserver les milieux	1 100 000 €
Enjeu E	Activités et loisirs liés à l'eau	70 000 €
Enjeu F	Mise en œuvre du SAGE	680 000 €
	TOTAL	11 300 000 €

## 6. COHERENCE DU SAGE DES LACS MEDOCAINS AVEC LES SCHEMAS DE PLANIFICATION EXISTANTS

### a – Le SDAGE Adour Garonne

Le **SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)** issu de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (articles 3 et 5) est un **outil de planification** qui fixe, pour chaque bassin ou groupements de bassins, les **orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et globale de la ressource en eau**. Il définit des objectifs de gestion des milieux aquatiques, de quantité et de qualité.

Le SDAGE Adour Garonne a été adopté le 24 juin 1996 par le Comité de bassin et approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 6 août 1996.

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec le SDAGE.

**L'article L.212-5 du Code de l'Environnement précise que les SAGE instaurés à des échelles plus locales doivent être compatibles avec les orientations fixées par le SDAGE.**

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE), établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau a été adoptée le 23 octobre 2000 et transposée en France par la loi du 21 avril 2004. Cette directive s'est donnée comme ambition que tous les milieux aquatiques (cours d'eau, lacs, eaux souterraines, eaux littorales) atteignent le **bon état d'ici 2015**. Par conséquent, les **bassins hydrographiques** (bassin Adour Garonne) doivent donc établir pour l'année 2009 puis tous les six ans un document de planification comprenant un plan de gestion et un programme de mesures.

En France, il a été engagé la révision du SDAGE qui intégrera les objectifs de la DCE. Le SDAGE Adour Garonne sera donc révisé au plus tard le 31 décembre 2009.

**Le SDAGE actuel conserve toute sa force jusqu'à fin 2009 et demeure le cadre d'intervention dans le domaine de l'eau pour le grand Sud Ouest.**

L'intitulé des mesures du SDAGE est pris dans le document de référence le "SDAGE résumé."

#### **ENJEU A : PRESERVER VOIRE AMELIORER LA QUALITE DE L'EAU**

<b>OBJECTIF 1 : ATTEINDRE UN BON ETAT EN 2015</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure A 1 : Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore)	Mesure B 7 : Programme de lutte contre la pollution Mesure B 17: Lutte contre la pollution par les nitrates d'origines agricoles
Mesure A 2 : Limiter les flux de phosphore d'origine anthropique	Mesure B 7 : Programme de lutte contre la pollution
Mesure A 3 : Limiter les flux azotés d'origine anthropique	Mesure B 7 : Programme de lutte contre la pollution Mesure B 17: Lutte contre la pollution par les nitrates d'origines agricoles
Mesure A 4 : Limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires	Mesure B 7 : Programme de lutte contre la pollution
Mesure A5 : Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires	Mesure B 18 : Pollution diffuse, conseil aux agriculteurs

Mesure A 6 : Recommander et inciter le remplacement des herbicides utilisés dans des zones sensibles par des traitements alternatifs (thermique, mécanique)	Mesure B 20 : Pollutions toxiques dispersées
Mesure A 7 : Préserver et reconquérir les zones humides car elles jouent un rôle d'épurateur biologique et chimique	Mesure A6 : Restauration des zones humides
Mesure A 8 : Limiter au maximum les apports d'hydrocarbures vers les lacs	Mesure B 13 : Pollution pluviale Mesure B 20 : Pollutions toxiques dispersées
Mesure A 9 : Intégrer le bassin versant des lacs Médocains dans un réseau de suivi de la qualité des eaux	Mesure B29 : Réseau de mesure

<b>OBJECTIF 2 : MAINTENIR LA BONNE QUALITE CHIMIQUE ET BACTERIOLOGIQUE EXISTANTE DU CANAL DE LÈGE AU VU DE SON EXUTOIRE LE BASSIN D'ARCACHON</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure A 10 : Maîtriser la qualité des rejets d'eaux de ruissellements superficiels dans le canal de Lège.	Mesure B 13 : Pollution pluviale
Mesure A 11 : Contrôler les flux polluants transitant dans le canal avant sa sortie vers le Bassin d'Arcachon.	Mesure B9 : Pollution bactérienne Mesure B 13 : Pollution pluviale

<b>OBJECTIF 3 : AMELIORER LA QUALITE SANITAIRE DES BAINNADES</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure A 12 : Mettre en place un programme d'action d'amélioration de la qualité sanitaire des baignades	Mesure B9 : Pollution bactérienne
Mesure A 13 : Améliorer la gestion des eaux pluviales (lessivage de bactéries et d'hydrocarbures, métaux lourds)	Mesure B 13 : Pollution pluviale
Mesure A 14 : Maintenir la vigilance sur les Cyanobactéries	Sans objet
Mesure A 15 : Former les Maîtres Nageurs Sauveteurs à la communication sur la qualité des eaux de baignade	Sans objet

## **ENJEU B : ASSURER UNE GESTION QUANTITATIVE SATISFAISANTE POUR LES MILIEUX ET LES USAGES**

<b>OBJECTIF 1 : FAVORISER UNE GESTION EQUILIBREE DES FLUX D'EAU EN FONCTION DES USAGES ET DES MILIEUX</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure B 1 : Maintenir un niveau des lacs permettant la protection des milieux et l'expression des usages en définissant un mode de gestion adapté	Sans objet
Mesure B 2 : Avoir une bonne gestion des écoulements dans le canal du Porge-Lège	Sans objet
Mesure B 3 : Reconquérir les zones humides	Mesure A6 : Restauration des zones humides
Mesure B 4 : Porté à connaissance de la CLE - Le SAGE demande aux collectivités locales, territoriales, aux services de l'Etat et ses établissements publics, d'informer et de porter à connaissance tout projet impactant sur la gestion quantitative (volume) et/ou hydraulique (sens d'écoulement) des milieux aquatiques	Mesure A 11 : Vérifier l'opportunité technique et économique des opérations modifiant les milieux aquatiques.

Mesure B 5 : Toute mesure doit être prise pour limiter la vitesse d'arrivée d'eau au niveau des lacs médocains et dans les canaux	Sans objet
---	------------

<b>OBJECTIF 2 : AMELIORER LA CONNAISSANCE ET LE FONCTIONNEMENT DES HYDROSYSTEMES</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure B 6 : Réaliser une étude hydrogéologique de la nappe plio-quaternaire	Mesures C19 / C23 : Connaissance des eaux souterraines
Mesure B 7 : Améliorer la connaissance du fonctionnement des lacs et de leurs bassins versants	Sans objet
Mesure B 8 : Equiper le canal des étangs et le canal du Porge de station de mesures de débits	Sans objet

### **ENJEU C : ETAT BIOLOGIQUE : REGULER LES ESPECES INVASIVES ET PRESERVER LES ESPECES PATRIMONIALES**

<b>OBJECTIF 1 : PROTEGER LE BASSIN VERSANT CONTRE L'EXTENSION DES ESPECES ANIMALES ET VEGETALES EXOTIQUES ET INVASIVES</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure C 1 : Créer un comité de pilotage pour lutter contre les espèces végétales invasives	Sans objet
Mesure C 2 : Protéger la Réserve Naturelle du Cousseau contre les plantes invasives	Sans objet
Mesure C 3 : Lutter contre la prolifération des plantes invasives	Sans objet
Mesure C 4 : Inciter les communes et les particuliers, lors des différents aménagements paysagers, à ne pas introduire d'espèces exogènes qui pourraient entrer en concurrence avec les espèces naturellement présentes dans les milieux humides et aquatiques	Sans objet
Mesure C 5 : Lutter contre les espèces animales invasives	Sans objet

<b>OBJECTIF 2 : RESTAURATION DE LA POPULATION ANGUILE ET PRESERVATION DE LA FAUNE PISCICOLE</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure C 6 : Réhabiliter l'axe migrateur ainsi que la libre circulation des poissons dans les marais interconnectés aux lacs et aux canaux	Mesure A26 : Programme de restauration des grands migrants
Mesure C 7 : Préserver les frayères	Mesure A 21 : Intérêt halieutique dans la gestion des cours d'eau
Mesure C 8 : Lutter contre le braconnage des civelles	Mesure A26 : Programme de restauration des grands migrants

<b>OBJECTIF 3 : PROTEGER LES ESPECES EN PROTEGEANT LEURS HABITATS</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure C 9 : Protéger les habitats sensibles	Mesure A6 : Protection des zones humides

## **ENJEU D : ENTRETENIR ET PRESERVER LES MILIEUX**

<b>OBJECTIF 1 : AVOIR UNE GESTION COHERENTE SUR L'ENSEMBLE DU BASSIN VERSANT</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure D 1 : Elargir le territoire d'intervention du SIAEBVELG à 3 communes du bassin versant non adhérentes actuellement	Mesure A 16 : Entretien des cours d'eau
Mesure D 2 : Créer un poste de technicien rivière au sein du SIAEBVELG dont le rôle sera d'organiser l'entretien du réseau hydrographique du bassin versant	Mesure A16 : Entretien des cours d'eau
Mesure D 3 : Réaliser une étude "diagnostic hydraulique" du bassin versant	Mesure A 16 : Entretien des cours d'eau
Mesure D 4 : Formaliser des règles de restauration et d'entretien des crastes et des canaux	Mesure A 16 : Entretien des cours d'eau Mesure A 21 : Intérêt halieutique dans la gestion des cours d'eau
Mesure D 5 : Sensibiliser, à leur obligation, les propriétaires riverains sur le nettoyage de leurs fossés	Mesure A 16 : Entretien des cours d'eau

<b>OBJECTIF 2 : PRESERVER LE PATRIMOINE NATUREL ET LES FONCTIONS DES ZONES HUMIDES</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure D 6 : Etudier la faisabilité et les potentialités d'un bassin dessableur en lieu et place d'une excavation artificielle au lieu dit Lartigot à Lège Cap-Ferret	Sans objet
Mesure D 7 : Maintenir et restaurer la ripisylve des crastes et des canaux	Mesure A8 : Protéger les ripisylves
Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes	Mesure A3 : Identifier les zones vertes Mesure A 5 : Préserver la valeur biologique
Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes	Mesure A4 : Elaborer une stratégie de gestion et de protection des zones vertes
Mesure D 10 : Définir et mettre en oeuvre un plan de gestion des rives et des marais associés	Mesure A6 : Gestion des zones humides
Mesure D 11 : Coordonner la gestion de la réserve naturelle du Cousseau et les actions SIAEBVELG	Mesure A6 : Gestion des zones humides

## **ENJEU E : ACTIVITES ET LOISIRS LIES A L'EAU**

<b>OBJECTIF 1 : PRESERVER LA QUALITE DES EAUX DU LAC</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure E 1 : Limiter et contrôler la fréquentation des bateaux à moteur sur les lacs, réglementer les bateaux habitables	Sans objet
Mesure E 2 : Privilégier les moteurs de bateaux moins polluants	Sans objet

<b>OBJECTIF 2 : PRESERVER LES ZONES HUMIDES DU TERRITOIRE</b>	
<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure E 3 : Sensibiliser les plaisanciers au respect des rives des lacs, leur rappeler la réglementation	Mesure F9 : Activités d'agrément
Mesure E 4 : Evaluer les impacts des sports et loisirs motorisé et des sports de nature, informer et associer la CLE à ces projets	Mesure F9 : Activités d'agrément

## **ENJEU F : MISE EN ŒUVRE DU SAGE**

<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>	<b>SDAGE Adour Garonne</b>
Mesure F 1: Mettre en place une structure d'animation pour la mise en œuvre du SAGE	Sans objet
Mesure F 2 : Réviser le SAGE	Sans objet
Mesure F 3 : Diffuser l'information sur les mesures du SAGE	Sans objet
Mesure F 4: Evaluer la mise en œuvre du SAGE au travers d'un tableau de bord	Mesure E5 : Tableau de bord

### **b – Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Bassin d’Arcachon**

Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM), instrument de planification et d’orientation, a été institué par la loi du 7 janvier 1983, complétée par l'article 18 de la " loi littoral " du 3 janvier 1986.

Ce schéma détermine la vocation des différents secteurs de l'espace maritime et littoral en définissant la compatibilité entre les différents usages et précise les mesures de protection.

Son contenu et la procédure de son élaboration ont été précisés par un décret du 5 décembre 1986. Celui du bassin d’Arcachon est élaboré sous l'autorité du préfet de la Gironde. Il a été approuvé par décret en Conseil d'Etat le 23 décembre 2004.

Le SMVM a la même valeur juridique qu'une directive territoriale d’aménagement (DTA). Il se situe entre la loi et les documents d’urbanisme. Aussi, les SCOT et les PLU doivent être compatibles avec les prescriptions définies par le SMVM.

**Le SMVM n’édicte de prescriptions qu’à l’intérieur de son périmètre. Au-delà, et en particulier vers les bassins versants, il n’énonce que des recommandations, notamment sur la qualité des eaux provenant du réseau hydrographique, qui devront, pour avoir valeur réglementaire, être reprises et interprétées dans le contenu des SAGE.**

Le SMVM du Bassin d’Arcachon intéresse les dix communes littorales du Bassin d’Arcachon dont les communes de Lanton, Arès et Lège Cap Ferret qui sont, en partie, dans le bassin versant versant du SAGE des Lacs Médocains.

Les orientations du SMVM intéressant le SAGE s’articulent selon les deux thématiques décrites dans le tableau ci-après :

<b>SMVM du Bassin d'Arcachon</b>	<b>Projet de SAGE Lacs Médocains</b>
Protéger les espaces les plus remarquables : l'embouchure du canal des étangs (réserve des Près Salés d'Arès et Lège).	Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes
Garantir la qualité des eaux : Améliorer et contrôler la qualité des apports des principaux cours d'eau se déversant dans le Bassin.	Mesure A 9 : Intégrer le bassin versant des lacs Médocains dans un réseau de suivi de la qualité des eaux Mesure A 10 : Il convient de maîtriser la qualité des rejets d'eaux de ruissellements superficiels dans le canal de Lège. Mesure A 11 : Contrôler les flux polluants transitant dans le canal avant sa sortie vers le Bassin d'Arcachon.

## c- Le Schéma Départemental de Vocation Piscicole

Le Schéma Départemental de Vocation Piscicole de la Gironde (SDVP), approuvé par Arrêté Préfectoral le 28 mai 2004, est un schéma d'orientation pour la protection, la gestion, l'aménagement de rivières, de fleuves, de plans d'eau, des zones humides et des espaces naturels avec ces milieux.

Pour préserver et valoriser le patrimoine naturel et promouvoir les activités halieutiques, le SDVP a fixé cinq principaux objectifs :

- **Connaître** afin de déterminer l'état des milieux aquatiques,
- **Préserver** les écosystèmes aquatiques et leur peuplement piscicole,
- **Restaurer** les milieux dégradés,
- **Valoriser** le patrimoine piscicole par la promotion des activités de pêche, de loisir ou professionnelle,
- **Animer** la mise en œuvre et le suivi du SDVP, l'information auprès des pêcheurs et des responsables de la pêche.

Pour le bassin versant des lacs médocains, le SDVP a identifié 7 priorités :

SDVP - 2004	Projet de SAGE Lacs Médocains
Suivi de la qualité des eaux des lacs de Lacanau et Carcans-Hourtin	Mesure A 9 : Intégrer le bassin versant des lacs médocains dans un réseau de suivi de la qualité des eaux
Réduction des intrants minéraux et phytosanitaires d'origine agricole par les affluents	Mesure A 1 : Réaliser une étude afin de connaître et quantifier les sources de nutriments (azote et phosphore) * Mesure A 2 : Limiter les flux de phosphore d'origine anthropique * Mesure A 3 : Limiter les flux azotés d'origine anthropique * Mesure A 4 : Limiter strictement toute nouvelle activité, installation, ouvrage, travaux, apportant des flux de phosphore et d'azote supplémentaires * Mesure A5 : Sensibiliser l'ensemble des acteurs et des usagers à la bonne pratique des fertilisants et des produits phytosanitaires * Mesure A 6 : Recommander et inciter le remplacement des herbicides utilisés dans des zones sensibles par des traitements alternatifs (thermique, mécanique) * Mesure A 7 : Préserver et reconquérir les zones humides car elles jouent un rôle d'épurateur biologique et chimique
Préservation des petites zones humides latérales au canal du Porge	Mesure B 3 : Reconquérir les zones humides * Mesure C 9 : Protéger les habitats sensibles * Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes * Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes
Préservation des marais des étangs de Carcans-Hourtin et Lacanau	Mesure B 3 : Reconquérir les zones humides * Mesure C 9 : Protéger les habitats sensibles * Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes * Mesure D 9 : Elaborer les mesures de gestion relatives aux zones vertes * Mesure D 10 : Définir et mettre en oeuvre un plan de gestion des rives et des marais associés
Rationalisation hydraulique des étangs de Carcans-Hourtin et de Lacanau	Mesure B 1 : Maintenir un niveau des lacs permettant la protection des milieux et l'expression des usages en définissant un mode de gestion adapté
Arrêté de biotope pour les zones humides des étangs de Carcans-Hourtin et de Lacanau	Mesure D 8 : Le SAGE délimite les zones vertes
Classement au titre du L432.6 du code de l'environnement pour la circulation piscicole du canal du Porge (création de passes à poissons)	Mesure C 11 : Classer le canal des étangs et le canal du Porge, au titre de l'article L 432.6 du Code de l'environnement, comme axe prioritaire pour la restauration de l'espèce migratrice anguille.

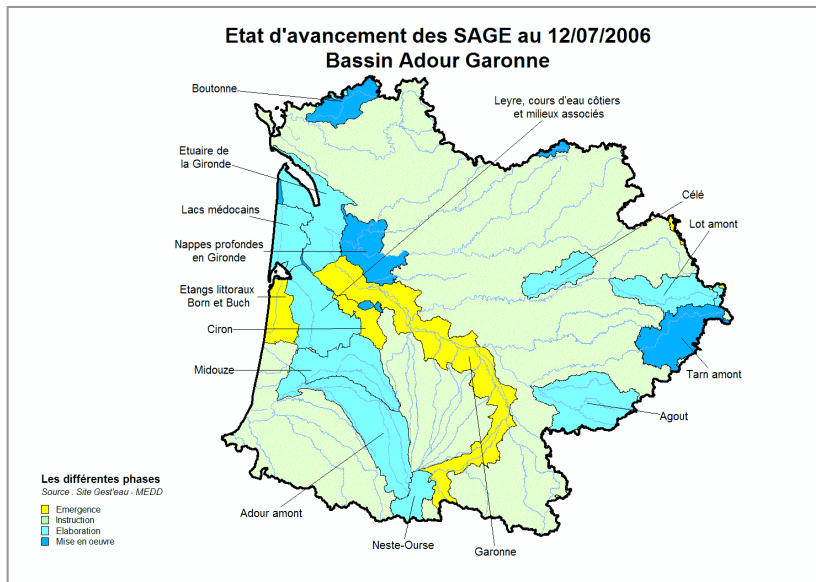
## 7. COHERENCE DU SAGE LACS MEDOCAINS AVEC LES AUTRES SAGES

Le SAGE des Lacs Médocains est en contiguïté avec d'autres schémas d'aménagement et de gestion des eaux qui présentent différents états d'avancement :

- ***Le SAGE Estuaire de la Gironde*** et milieux associés dont le périmètre a été arrêté le 31 mars 2005 et la CLE, le 8 février 2006, a initié ses premières réunions pour **l'élaboration de l'état des lieux** à partir de mars 2006.

Aucune mesure n'a donc été approuvée. Toutefois dans les enjeux identifiés, une cohérence sera à trouver dans la préservation des zones humides, la définition des zones vertes et la lutte contre les plantes invasives.

- ***Le SAGE Etangs Littoraux Born et Buch*** est **en cours d'émergence** (dossier préliminaire en cours). Aucune mesure n'a été définie.
- ***Le projet de SAGE de la Leyre, des cours d'eau côtiers et des milieux associés*** a été validé par la CLE en mars 2006 et sera présenté en décembre 2006 au Comité de Bassin. Compte tenu d'un exutoire commun, le Bassin d'Arcachon, entre le SAGE Leyre et celui des Lacs Médocains, les deux SAGE partagent des objectifs identiques et cohérents visant :
  - d'une part à connaître la qualité des eaux superficielles par la mise en place d'un suivi régulier,
  - d'autre part à maîtriser les flux polluants vers le Bassin d'Arcachon.
- ***Le SAGE Nappes Profondes de la Gironde*** **a été approuvé** par le préfet le 25 novembre 2003. Il précise que les nappes profondes concernées sont le Miocène, l'Oligocène, l'Eocène et le Crétacé Supérieur. La nappe superficielle du plio-quaternaire qui contribue directement ou indirectement à l'alimentation n'est pas concernée par le SAGE des nappes profondes de la Gironde en revanche cette nappe a été prise en compte dans le périmètre du SAGE des Lacs Médocains ainsi que dans celui de la Leyre. Compte tenu des connaissances partielles, ces deux SAGE prévoient, dans leurs mesures, la réalisation d'une étude hydrogéologique destinée à mieux comprendre son fonctionnement (géométrie de la nappe, relations avec les nappes sous jacentes, alimentation des lacs et du Bassin d'Arcachon) et à caractériser la ressource sur le plan quantitatif et qualitatif.



---

## **8. ANNEXE**

- **CARTE DES ZONES VERTES**

---

## 9. GLOSSAIRE

**CATER : Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières**

**CLE : Commission Locale de l'Eau**

**CSP : Conseil Supérieur de la Pêche.**

**DCE : Directive Cadre Eau.**

**DIREN : Direction Régionale de l'Environnement.**

**SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.**

**SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.**

**SDVP : Schéma Départemental de Vocation Piscicole.**

**SIAEBVELG : Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Eaux du Bassin Versant des Etangs du Littoral Girondin.**

**SMVM : Schéma de Mise en Valeur de la Mer.**

---

**COMMISSION LOCALE DE L'EAU**

Secrétariat technique et administratif

Président de la CLE : Monsieur Henri SABAROT  
Animatrice du SAGE : Mlle Céline DEBAILLEUL

**Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Eaux du Bassin Versant  
des Etangs du Littoral Girondin (SIAEBVELG)**  
Mairie – 33121 CARCANS

Tél : 05.57.70.10.57  
Fax : 05.56.03.90.31  
Mail : debailleul@free.fr